5106

Palat. Y-1. 140

BIBLIOTHÈQUE
UNIVERSELLE
DES DAMES.

Seconde Classe :

HISTOIRE.

Il paroît tous les mois deux Volumes de cette Bibliothèque. On les délivre soit brochés, soit reliés en veau fauve ou écaillé, & dorés sur tranche, ainsi qu'avec ou sans le nom de chaque Souscripteur imprimé au frontispice de chaque volume.

La souscription pour les 24 vol. reliés est de 72 liv., & de 54 liv. pour les volumes brochés.

Les Souscripteurs de Province, auxquels on ne peut les envoyer par la poste que brochés, payeront de plus 7 liv. 4 s. à cause des frais de poste.

Il faut s'adresser à M. CUCHET, Libraire, *rue & hôtel Serpente, à Paris.*

SBN

BIBLIOTHEQUE

UNIVERSELLE

DES DAMES.

HISTOIRE.

TOME VINGT-UNIÈME.

BIBLIOTEC. NAZIONALE "VITTORIO EMANUELE III" NAPOLI

A PARIS,

RUE ET HÔTEL SERPENTE.

Avec Approbation & Privilège du Roi.

1788.

BIBLIOTHEQUE
UNIVERSELLE
DES DAMES.
HISTOIRE MODERNE.
LIVRE NEUVIÈME.
CHAPITRE VIII.

De l'état des arts & des ſciences en Italie, depuis le dixième ſiècle juſqu'à la fin du quinzième.

PUISQUE le clergé étoit le ſeul ordre qui tînt & qui fréquentât les écoles, toutes les études ont dû tomber dans le neuvième & le dixième ſiècle, parce qu'alors le clergé ne ſentoit d'autres beſoins

que de s'enrichir & de ſe mêler du gouvernement.

Cependant la réputation de ſavoir, qu'avoient les arabes, tira de l'aſſoupiſſement général quelques hommes curieux de s'inſtruire. Dans le dixième ſiècle, Gerbert alla en Eſpagne, d'autres ſuivirent ſon exemple, & le pontificat, auquel il fut élevé en 999, ne contribua pas peu à donner du luſtre aux connoiſſances qu'il avoit acquiſes.

A meſure que la conſidération devint la récompenſe du ſavoir, on ſentit davantage le beſoin de s'inſtruire. Les anciennes écoles furent fréquentées, on en forma de nouvelles, & on enſeigna ce qu'on avoit appris des arabes.

Ce fut, ſur-tout, dans le royaume de Naples que les études commencèrent avec plus de célébrité. C'eſt que les arabes y avoient eu des établiſſemens, & qu'ayant toujours conſervé quelque commerce avec les Napolitains, ils leur communiquèrent plus facilement tout ce qu'ils croyoient ſavoir. L'école de Salerne, qui fut regardée comme la première de l'Europe, dut ſa réputation aux moines de Mont-Caſſin : un d'eux nommé Conſtantinus l'africain, traduiſit les livres des arabes vers la fin du onzième ſiècle.

Dans toute l'Europe, la dialectique fut l'étude à la mode, pendant ce ſiècle & le ſuivant. Elle produiſit

la ſcholaſtique, qui n'eſt autre choſe que l'application de la dialectique à la théologie, à la métaphyſique, à la phyſique, à la morale, & à tout ce qu'on peut étudier, quand on ſe contente d'étudier pour n'apprendre que des mots & pour diſputer ſur ce qu'on n'entend pas. Comme cet art étoit le chemin de la conſidération & de la fortune, les meilleurs eſprits, ſur-tout, ſentirent le beſoin d'en faire leur étude unique, & ils s'y livrèrent avec paſſion.

La médecine étoit la ſeule ſcience qu'on eût continué de cultiver pendant le dixième ſiècle. On peut juger ce que c'étoit que la médecine d'alors. Cependant on avoit

beſoin d'y croire, & on y croyoit d'autant plus, qu'on étoit plus ignorant. Pendant le onzième & le douzième ſiècle, cette ſcience s'aida de tout ce qui pouvoit contribuer à ſes ſuccès ; c'eſt-à-dire, de la dialectique & de la magie. Les moines du Mont-Caſſin, qui l'avoient appriſe des arabes, étoient alors les plus grands médecins de l'Europe.

Il a été un tems où les grecs n'avoient point de loix, & ce beſoin produiſit chez eux des légiſlateurs. Les italiens, au contraire, n'en avoient que trop. Les lombards, les françois, les allemands, chaque peuple y avoit apporté les ſiennes, & les avoit ajoutées aux

loix romaines ; & l'anarchie, qui régnoit parmi les révolutions, avoit encore introduit quantité de coutumes bizarres. On ſentit donc le beſoin de débrouiller ce cahos : la juriſprudence attira l'attention des dialecticiens : & l'Italie fut féconde en juriſconſultes. Mais la juriſprudence eſt une eſpèce de ſcholaſtique, qui prend de tous côtés & qui brouille tout : il eſt de ſa nature d'être enveloppée & de s'envelopper tous les jours davantage. Plus nous nous y appliquerons, plus nous ſentirons que nous avons beſoin de légiſlateurs, & c'eſt un malheur pour l'Europe d'avoir beſoin de juriſconſultes.

Les querelles entre le ſacerdoce

& l'empire, & le ſchiſme qui ſépara l'égliſe grecque de l'égliſe latine, occupèrent encore les eſprits du onzième & du douzième ſiècle; c'étoient des matières trop difficiles pour des tems où l'on ignoroit tout-à-fait l'hiſtoire.

Si pendant ces deux ſiècles, les ſciences n'ont point fait de progrès, il n'en faut pas chercher la cauſe dans les guerres qui troubloient alors l'Europe, puiſque les guerres n'empêchèrent pas d'étudier. On étudia même avec paſſion. Il y eut des hommes d'eſprit & de génie qui auroient réuſſi, s'ils avoient étudié autrement, & autre choſe que ce qu'ils étudioient. Mais l'objet des études & la méthode qu'on

ſuivoit, ne permettoient pas d'acquérir de vraies connoiſſances.

Quelque obligation que les grecs aient eu aux barbares, ce n'eſt pas certainement par les choſes qu'ils en ont empruntées, qu'ils ſont dignes de notre admiration. Nous nous trompons fort, ou ils auroient été meilleurs philoſophes, s'ils l'étoient devenus ſans ſecours étranger : car ils ont marché plus ſûrement, lorſqu'ils ont marché ſeuls. Socrate, par exemple, ne put jamais ſouffrir qu'aucun barbare le ſoutînt par la liſière, & il fut le plus ſavant des grecs. Les arabes ont été les barbares des italiens & de tous les peuples de l'Europe, & ils ont mis des entraves aux hommes de génie.

Il a fallu des siècles pour se dégager d'un faux savoir, qui étoit pire que l'ignorance.

En Egypte, les lettres n'ont été cultivées que par les prêtres, & les égyptiens ont toujours été ignorans. On remarque la même chose en Europe pendant plusieurs siècles. Il est vrai que nous avons aux moines l'obligation d'avoir conservé des manuscrits : mais ils auroient encore conservé la scholastique & l'ignorance. Ce n'est donc pas dans les cloîtres qu'il faut s'attendre à voir renaître les lettres : laissons par conséquent les vaines études qu'on y faisoit, & voyons ce qui se passoit ailleurs.

Si c'est par les choses de goût

que l'eſprit humain doit commencer à ſe développer, nous trouverons le berceau des lettres chez le peuple qui aura le premier cultivé la poéſie : mais on ne s'occupe des choſes de goût, qu'après avoir pourvu à des beſoins plus preſſans, & ce principe doit nous faire découvrir le peuple où la poéſie a dû naître.

Après la chûte de l'empire d'Occident, la Provence, comme toutes les autres provinces, fut expoſée à bien des révolutions. Elle paſſa ſous la domination des viſigots, des oſtrogots, des mérovingiens, des carlovingiens, des rois d'Arles, des rois de Bourgogne : elle eut ſes comtes particuliers; & elle fut

ravagée par les ſarraſins, qui s'établirent ſur les côtes de la Méditerranée. Mais dans le dixième ſiècle, le comte Guillaume ayant chaſſé les ſarraſins, rétablit les villes maritimes, que ces barbares avoient détruites, & le commerce répara bientôt les pertes que la Provence avoit faites. Cette province a pluſieurs bons ports; & ſes habitans, toujours induſtrieux, ont ſu jouir des avantages de leur ſituation.

Marſeille, fondée par les phocéens d'Ionie, a de tous tems été célèbre par ſon commerce, & par ſon goût pour les arts. C'eſt par elle que les lettres commencèrent à pénétrer dans les Gaules : elle

devint en quelque ſorte la rivale d'Athènes; & elle fut une des villes, où la jeuneſſe romaine venoit s'inſtruire. Les marſeillois, comme leurs ancêtres, ont toujours aimé la liberté, ils en ont joui quelque tems, ſous les comtes de Provence; ils l'ont défendue avec courage; & ils ont conſervé quelques reſtes de leur ancien gouvernement républicain, juſques ſous le règne de Louis XIV.

Les provençaux, s'étant enrichis par le commerce, ſongèrent à jouir de leurs richeſſes. La poéſie naquit parmi les plaiſirs qu'ils recherchoient. Ils commencèrent à la cultiver dans le onzième ſiècle, & leurs poëtes, qu'ils nommoient

trouveres ou *troubadours*, furent bientôt célèbres dans toute l'Europe. Ces *troubadours* s'associoient des chanteurs & des joueurs d'instrumens, qu'on nommoit *jongleurs*, & avec ce cortège ils alloient de cour en cour, toujours accueillis par-tout, & comblés de présens. Ces usages ressemblent à ceux que l'on a vus chez les grecs.

Les provençaux répandirent parmi les grands le goût de la poésie. Dès le douzième siècle, on essaya de faire, à leur exemple, des vers dans les langues vulgaires. Mais ce ne fut que dans le treizième, que la France eut dans Thibault, roi de Navarre, un poëte qui montra quelque talent. Dans le même tems,

l'empereur Fréderic II faiſoit des vers en Italie. Comme la poéſie a dû naître chez un peuple riche, elle devoit par la même raiſon être d'abord cultivée par les grands. Cependant le françois & l'italien étoient alors encore bien informes.

Charles d'Anjou, comte de Provence, monta ſur le trône de Naples en 1266 : il ſe piquoit auſſi de faire des vers, & il protégea les poëtes.

Naples paroiſſoit devoir être le ſéjour des lettres. Elle pouvoit facilement s'enrichir par le commerce, pour peu qu'elle jouît de la paix. De tous tems elle avoit eu des écoles, elle avoit même connu la liberté. Autrefois république, elle

avoit conſervé quelques-uns de ſes priviléges ſous les rois normands; elle en jouiſſoit encore, lorſque Charles d'Anjou ſe rendit maître du royaume.

L'empereur Frédéric II, perſuadé que de tous les peuples de ſon royaume, les napolitains étoient les plus propres à cultiver les ſciences, & que les écoles ſont d'autant moins bonnes, qu'elles ſe multiplient davantage, défendit d'enſeigner ailleurs qu'à Naples : il n'y eut que la grammaire qui ne fut pas compriſe dans cette défenſe. Il attira les profeſſeurs qui avoient le plus de réputation : il leur accorda des priviléges, ainſi qu'aux écoliers; & il ne négligea rien pour donner

de la célébrité à l'école qu'il protégeoit.

Naples commença ſous ce prince à devenir plus conſidérable. L'univerſité y contribua, & encore plus le goût que Frédéric avoit pour cette ville, où il venoit ſouvent. Le long ſéjour qu'y firent les papes Innocent IV & Alexandre IV avec toute leur cour, dut auſſi contribuer à la rendre floriſſante.

Elle s'aggrandit encore & devint toujours plus peuplée & plus magnifique ſous les angevins qui l'embellirent d'édifices, & qui continuèrent de protéger les lettres.

Les rois normands avoient établi leur cour à Palerme. Frédéric abandonna le premier ce ſéjour, &

Charles d'Anjou ſe fixa tout-à-fait à Naples, lorſque le ſoulèvement, qui éclata par les vêpres Siciliennes, en 1282, lui enleva la Sicile, & fit paſſer cette province ſous la domination de Pierre III, roi d'Arragon. Cette révolution contribua beaucoup à l'aggrandiſſement de Naples, parce que cette ville devint le ſéjour & la capitale des rois angevins. Charles I, Charles II & Robert s'appliquèrent à la rendre floriſſante, & Jeanne I, malgré les troubles de ſon règne, ne négligea rien pour faire fleurir le commerce, & pour entretenir l'abondance dans ſa capitale. C'eſt ainſi que Naples fut gouvernée juſqu'à la mort tragique de cette

malheureuſe reine, en 1382. Mais ſous Charles I, les napolitains perdirent les reſtes de leur liberté; & ce ſentiment de moins auroit éteint le génie parmi eux, ſi la protection des princes n'y avoit ſuppléé. Cependant la bonne poéſie ne devoit pas commencer à Naples, & cette ville opulente pouvoit ſeulement donner de l'émulation aux talens qui naiſſoient ailleurs.

Les vénitiens ont été long-tems avant de s'occuper des lettres. Adonnés au commerce, ils ont d'abord cultivé les arts propres à le faire fleurir & ils en ont fait une étude juſques dans leurs jeux: car la *régate* eſt une courſe ſur mer, qui reſſemble beaucoup aux

courſes des jeux olympiques.

Les peuples qui ſe retirèrent dans les lagunes eurent le bonheur de ne point porter de loix avec eux. S'ils avoient eu des juriſconſultes, ils auroient eu un code avant d'avoir un gouvernement ; & nous ignorons comment avec des loix inutiles & confuſes, ils auroient fait pour ſe gouverner : ils ſe conduiſirent d'après les circonſtances : les uſages, qui s'introduiſirent peu-à-peu, devinrent des loix : ils en firent, quand ils en ſentirent le beſoin ; & ils imitèrent en cela les romains ſans le ſavoir.

Des loix qui ſe font de la ſorte, ſe perdroient ou ſeroient peu utiles, ſi elles n'étoient compilées, & pu-

bliées avec l'autorité du gouvernement. C'eſt à quoi les vénitiens travaillèrent à pluſieurs repriſes dans le cours du treizième ſiècle. Mais il eſt vraiſemblable, qu'ils ne reprirent ſi ſouvent cet ouvrage, que parce qu'ils n'étoient pas aſſez éclairés pour faire une compilation, qui demanderoit les talens d'un légiſlateur. Ils eurent cependant aſſez de lumières, pour ſentir l'abus de la multitude des loix. Les leurs étoient en petit nombre: exprimées avec préciſion, elles expliquoient les cas généraux, & ne paroiſſoient ſouvent qu'indiquer les principes. S'il ſurvenoit des cas particuliers auxquels on ne pouvoit pas appliquer les loix, les magiſtrats jugeoient

d'après l'équité naturelle. Voyant que chez les peuple voiſins, tant de loix & tant de commentateurs ne ſervoient qu'à multiplier & qu'à faire durer les procès, les vénitiens aimèrent mieux s'en rapporter quelquefois au bon ſens des juges, que de perdre à plaider, un tems qu'ils pouvoient employer au commerce.

Rien n'étoit plus ſage. Auſſi Veniſe fut-elle regardée comme le pays, où la juſtice s'adminiſtroit le mieux; & les villes d'Italie invitoient à l'envi les vénitiens à les venir gouverner. Les exemples en furent ſi fréquens dans le treizième ſiècle, que la république porta un décret pour défendre aux nobles de ſe rendre à ces invitations. C'eſt

ſans doute, parce qu'elle ſe voyoit ſouvent enlever les meilleurs citoyens.

Cependant les loix des vénitiens n'étoient pas auſſi ſimples que celles des grecs, puiſqu'ils avoient beſoin de juriſconſultes. La république en entretenoit un pour le droit civil, ſous le titre de *Conſultore dello Stato*; & il y en avoit un autre qui enſeignoit le droit canon.

Le voiſinage de Padoue excita la curioſité des vénitiens. Ils voulurent entendre les profeſſeurs de réputation. André Dandolo, qui fut fait doge en 1336, étoit docteur de cette univerſité. D'autres, à ſon exemple, y reçurent le bonnet. La république, voulant encourager

ces nouvelles études accorda des distinctions aux docteurs ; & Venise eut, comme les autres villes d'Italie, des professeurs de droit civil, de droit canon & de philosophie. On ne sait pas si la justice en fut mieux administrée : mais les citoyens n'en furent pas plus savans.

Un peuple riche veut tôt ou tard jouir de ses richesses, & il attire chez lui les arts & les artistes. Les vénitiens pouvoient-ils commercer à Constantinople, & ne pas se faire insensiblement un besoin des commodités, dont ils apprenoient l'usage ? Ils les transportèrent donc chez eux, & ils les répandirent dans l'Italie. D'autres villes riches & commerçantes, Gênes, Florence, Pise,

Sienne, Bologne, y contribuèrent encore, chacune de leur côté. Les peuples commencèrent à devenir moins groſſiers : ils voulurent vivre avec plus d'aiſance : ils recherchèrent les choſes de luxe : ils appelèrent les arts étrangers, & ils en créèrent de nouveaux. Cette révolution ſe fit dans le cours du treizième & du quatorzième ſiècle ; & elle en produiſit une autre dans les eſprits, qui ſentoient de plus en plus le beſoin de s'inſtruire. Il eſt vrai que les ſciences qu'on enſeignoit dans les univerſités, ne firent point de progrès ; elles n'en pouvoient même pas faire, parce que plus les écoles étoient célèbres, moins il étoit poſſible d'ouvrir les yeux

yeux ſur les vices des études. Au contraire, la langue & la poéſie italiennes firent des progrès étonnans, quoiqu'on ne les enſeignât nulle part, ou plutôt parce qu'on ne les enſeignoit pas. C'eſt que dans ce genre nous pouvons commencer ſans maîtres : nous n'avons qu'à comparer ce qui nous plaît davantage avec ce qui nous plaît moins. Or, le ſentiment eſt un juge qu'on ne trompe pas auſſi facilement que la raiſon, & on ne prouve pas qu'un mauvais vers eſt bon, comme on prouve qu'une propoſition fauſſe eſt vraie.

Des peuples malheureux & abrutis par l'ignorance, ne portoient pas plus leur vue ſur le paſſé que

ſur l'avenir ; c'eſt aſſez pour eux de s'occuper du préſent. Tel a été le ſort de l'Italie pendant pluſieurs ſiecles. Dans des tems plus heureux, on eut la curioſité d'apprendre ce qu'on avoit été, & d'en tranſmettre la connoiſſance à ſes deſcendans. Les plus anciennes chroniques des vénitiens ſont du onzième ſiècle. C'étoient des annales écrites en mauvais latin, ou en langue vulgaire & barbare, ſans diſcernement, ſans choix & ſans critique. Les plus eſtimées appartiennent au quatorzième ſiècle, & ont été compoſées par le doge André Dandolo. Alors on eſſayoit d'écrire l'hiſtoire: mais c'eſt un art qui demande des connoiſſances, un jugement & un

goût qu'on n'avoit pas. Il ne peut ſe perfectionner qu'après tous les autres : il faut qu'il y ait eu des compilateurs laborieux, des érudits qui aient travaillé avec quelque critique, des poëtes qui aient poli la langue, & même encore des philoſophes qui aient enſeigné à voir. Veniſe, au quatorzième ſiècle, n'avoit donc, & ne pouvoit avoir que de mauvais hiſtoriens. On y cultivoit cependant la poéſie ; mais elle ne faiſoit que d'y naître : elle y étoit groſſière, & le gouvernement circonſpect de cette république ne donnoit pas au génie cet eſſor qui fait les grands poëtes.

Dans le tableau que nous venons de faire de Naples & de Veniſe,

on voit des circonſtances favorables à la naiſſance de la poéſie. Les peuples recherchoient les choſes de goût avec paſſion ; ils étoient aſſez riches pour ſe les procurer. C'eſt la nobleſſe qui cultivoit les arts & les ſciences ; les rois accueilloient les talens, & les excitoient par des récompenſes. Mais tout cela ne ſuffit pas : c'eſt que la protection des grands eſt quelquefois plus nuiſible qu'utile aux progrès de l'eſprit humain. Trop ignorans, ils diſpenſent mal leurs bienfaits, & ils n'encouragent que les faux talens. Plus ils protégeoient les univerſités, plus ils leur accordoient de privilèges, plus ils penſionnoient les profeſſeurs, plus auſſi

ils égaroient les eſprits, & mettoient d'entraves aux meilleurs. En effet, dès que le jargon de l'école conduiſoit aux richeſſes, il étoit naturel qu'on n'étudiât que ce jargon, & qu'on ſe ſoulevât avec ſcandale contre quiconque oſeroit parler un autre langage.

Où doit donc naître la poéſie, demandera-t-on ? Dans un pays riche, où comme à Naples & à Veniſe, on recherchera les choſes de goût, & où l'amour de la liberté parmi les troubles permettra de penſer, & enhardira à dire ce qu'on penſe. La Toſcane ſera donc l'Attique de l'Italie, elle ſera le berceau des arts. Ce n'eſt pas que l'eſprit de liberté ſoit par-tout également

néceſſaire pour produire des hommes de talens, puiſque on en verra naître dans des monarchies: mais nous croyons qu'il étoit néceſſaire pour les produire la première fois. Ce n'eſt qu'aux ames qui ſe croient libres, qu'il appartient de créer & de communiquer aux autres eſprits une force qu'ils n'auroient pas trouvée en eux-mêmes.

Au commencement du treizième ſiècle, lorſque toute l'Italie étoit partagée entre l'empereur & le pape, les florentins ſe divisèrent en deux factions & prirent les noms de Guelfes & de Gibelins. Aſſez heureux pour étouffer enfin cet eſprit de parti, ils ſe gouvernèrent en

république après la mort de Frédéric II, arrivée en 1290, & on a vu qu'en dix ans Florence devint la principale ville de la Toscane, & fut une des premières de l'Italie. Mais l'esprit de faction recommença, le gouvernement essuya bien des révolutions ; deux nouveaux partis se formèrent, celui des blancs & celui des noirs : les factions des Guelfes & des Gibelins continuoient & on comptoit encore celle du peuple & celle de la noblesse. C'est au milieu de ces factions que les talens devoient naître, pour procurer à un peuple riche les arts agréables, dont il sentoit le besoin. Dans un gouvernement plus calme, les esprits n'auroient pas pris le

même essor. Athènes eût-elle eu tant d'hommes à talens si elle n'eût pas été une démocratie florissante, c'est-à-dire, une république riche & divisée par des partis ? Non, sans doute : les citoyens ne se seroient pas occupés des arts avec une sorte d'enthousiasme s'ils avoient traité dans le calme les affaires du gouvernement.

Alighieri Dante, né à Florence en 1265, se forma parmi les troubles, auxquels il prit part. Il étoit de la faction des blancs, & il fut banni avec eux, lorsque Charles de Valois vint à Florence. Voilà le premier poëte italien : c'est lui qui polit le premier sa langue, & il écrivit avec une élégance, qu'on

ne trouve pas dans ceux qui ont cru faire des vers avant lui. Son principal ouvrage eſt une ſatyre des mœurs de ſon tems : il les peint avec les traits les plus hardis ; & on voit que pour former un pareil poëte, il falloit un eſprit républicain, & même un eſprit de parti. Il mourut en 1321. Alors ſe formoit un nouveau poëte qui acheva de polir la langue italienne.

Pétrarque naquit en 1304 à Arezzo, où s'étoit retirée ſa famille, proſcrite dans le même tems & pour les même cauſes que Dante. Pétraceo ſon père déſeſpérant de rentrer dans ſa patrie, alla s'établir à Avignon, où Clément V venoit de fixer ſa cour. Il deſtinoit ſon fils

à l'étude de la juriſprudence, qui étoit alors le grand chemin de la fortune : mais le jeune Pétrarque s'en dégoûta bientôt. La candeur de mon ame, diſoit-il, ne me permet pas de me livrer à une étude que la dépravation des mœurs a rendue pernicieuſe. La plupart des hommes ne veulent connoître les loix, que pour pouvoir les éluder eux-mêmes, ou apprendre aux autres à les violer impunément. Il ne m'eſt pas poſſible, ajoutoit-il, de faire de cette étude un abus ſi contraire à la probité. Il s'adonna donc tout entier à la poéſie, avec un ſuccès qui le fit paſſer pour magicien : car Apollon, diſoit-on, n'eſt pas un dieu, & par conſéquent,

il ne peut être qu'un diable. On l'accuſa encore d'héréſie, parce qu'il liſoit Virgile. Mais s'il eut pour ennemis tous les ennemis des lettres, il eut pour protecteurs tous les princes qui les aimoient. Les florentins, honteux de le compter parmi les proſcrits, lui députèrent Bocace, l'invitèrent à revenir dans ſa patrie, & voulurent lui rendre tous les biens, dont ſon père & ſa mère avoient été dépouillés. Pétrarque mourut peu d'années après à Arcquà en 1374.

Les florentins cultivoient auſſi la proſe : car les hiſtoriens Jean & Matthieu Villani étoient contemporains des deux Charles & des Robert, rois de Naples. D'autres

avoient même écrit l'hiſtoire avant eux. Mais Bocace, que nous venons de nommer, eſt proprement le premier écrivain en proſe ; puiſqu'à cet égard il fixa la langue italienne, qui lui doit autant qu'au Dante & qu'à Pétrarque. Il naquit à Certaldo en 1313, & mourut au même lieu en 1375.

Quand une fois le goût a diſparu, il eſt des ſiècles avant de renaître ; & il ne ſe reproduit point, ou il ſe reproduit tout-à-coup. Il ſemble que toute la difficulté ſoit d'en approcher ; & que quand on en approche, on ne puiſſe pas ne le pas ſaiſir. Le Dante, Pétrarque & Bocace devoient donc avoir de grands ſuccès, & leur goût devoit ſe communiquer

muniquer à tous les bons eſprits qui les liſoient.

Lorſqu'on ſent le beau dans un genre, on eſt capable de le ſentir dans tout autre : car c'eſt le même goût qui juge de la beauté d'une ſcène & de la beauté d'un tableau. Auſſi dans le tems des progrès prompts de la poéſie, les florentins commençoient à cultiver avec ſuccès la peinture & l'architecture. Cimabué mourut en 1300, âgé de ſoixante-dix ans, & laiſſa pour élève Giotto, qui mourut en 1336.

Les beaux arts ſont donc nés en Italie pendant le treizième & le quatorzième ſiècle, &, par conſéquent, long-tems avant la ruine de l'empire grec : cependant on

veut que la priſe de Conſtantinople ſoit l'époque de leur naiſſance, & que cette révolution ait été néceſſaire, pour apporter aux italiens le goût qu'ils avoient déjà, & qu'ils avoient bien mieux que les grecs de Conſtantinople. Frappés d'une révolution qui a fait prendre à l'Europe une face nouvelle, nous avons crû qu'elle a influé dans les progrès de l'eſprit, parce que nous ſuppoſons qu'elle a tout fait. Cependant les italiens, comme les grecs ſe ſont formés d'après eux-mêmes ; & s'ils doivent aux étrangers, ils leur doivent peu. Il eſt même certain que la priſe de Conſtantinople les retarda, parce que la langue grecque, dont l'étude

devint à la mode, fit négliger les langues vulgaires. Auſſi l'Italie ne produiſit-elle pas dans le quinzième ſiècle, des écrivains auſſi bons que Dante, Pétrarque & Bocace : ce n'eſt pas que l'érudition n'ait enſuite contribué à l'avancement des lettres, en mettant les gens de goût en état d'étudier de bons modèles, & en amaſſant des matériaux, dont ils ſurent faire uſage. Il en eſt de même de l'art d'imprimer qui fut inventé dans le quinzième ſiècle. Il nuiſit d'abord au goût par la facilité qu'il donna de devenir érudit ; & tel italien qui auroit été un écrivain élégant s'il eût étudié ſa langue, ſe contenta de lire les livres grecs qui devenoient com-

muns, & ſe piqua d'en ſentir les beautés qu'il ſentoit mal. Si la priſe de Conſtantinople a produit du ſavoir, elle a produit encore une pédanterie, que l'imprimerie a rendue plus commune; & le goût ne renaîtra que lorſqu'on étudiera les langues vulgaires : c'eſt ce que nous verrons, quand nous reprendrons l'hiſtoire de l'eſprit humain au commencement du ſeizième ſiècle.

LIVRE DIXIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Des principaux états de l'Europe, depuis Charles VII juſqu'à la mort de l'empereur Maximilien I.

NOUS n'avons rien dit de Frédéric III, parce que les actions de ce prince foible, indolent & avare, influent peu ſur l'hiſtoire de l'Europe & peuvent être ignorées. Succeſſeur d'Albert II en 1440, il eſt mort en 1493 ; & ſi ſon règne a été long pour les allemands, il doit être court pour l'hiſtorien. Ce prince eſt le dernier qui ait été couronné à Rome.

Maximilien, ſon fils, toujours actif, & ſouvent inquiet, nous occupera davantage. Courageux, protecteur des lettres, généreux juſqu'à la prodigalité, plus fécond en projets qu'habile dans l'exécution, il a mérité l'eſtime, l'amour & le blâme. Cependant nous ne nous propoſons pas de le ſuivre dans toutes ſes entrepriſes. Comme ſon règne eſt l'époque, où l'Europe prenant une face nouvelle, les puiſſances vont tenter de ſe gouverner par des principes, & que leurs intérêts vont ſe croiſer & ſe mêler, il nous ſuffira déſormais de conſidérer dans des princes, ce qui peut contribuer à faire ſaiſir l'enſemble de la ſcène qui va s'ouvrir à nos yeux.

En 1477, Maximilien avoit épouſé Marie, héritière de la maiſon de Bourgogne, fille de Charles & petite-fille de Philippe-le-Bon. Les états de cette princeſſe comprenoient le duché de Bourgogne, la Franche-Comté, & les Pays-Bas, à la réſerve d'Utrecht, d'Over-Iſſel & de Groningue. Mais le roi de France ayant fait valoir des droits ſur pluſieurs de ſes provinces, Maximilien, qui ne recevoit pas de ſecours de ſon père, n'avoit pu ſoutenir la guerre avec ſuccès ; & lorſqu'il fut empereur, il ne fut pas non plus en état de la recommencer avec avantage. Ses ſucceſſeurs n'oublieront pas leurs droits, & le mariage de Marie de Bourgogne ſera

pendant plus de deux ſiècles, une des cauſes d'une guerre preſque continuelle.

Le gouvernement féodal prit ſous Maximilien une forme plus régulière. Cet empereur diviſa l'Allemagne en dix cercles, l'Autriche, la Bavière, le bas-Rhin, la haute-Saxe, la Franconie, la Souabe, le haut-Rhin, la Weſtphalie, la baſſe-Saxe & la Bourgogne. Mais comme la Bourgogne ne fait plus partie de l'Empire, on ne compte aujourd'hui que neuf cercles.

On régla le gouvernement intérieur de chaque cercle; on les lia par une aſſociation, qui tendoit à n'en faire qu'un ſeul corps; des aſſeſſeurs, députés de chaque pro-

vince, formèrent une *chambre impériale*, pour prendre connoiſſance des différens; & on défendit toute hoſtilité & voie de fait, ſous peine à l'aggreſſeur d'être traité comme ennemi public. On créa même une aſſemblée toujours ſubſiſtante, pour repréſenter la nation dans l'intervalle des diètes, & pour décider ſouverainement des principales affaires, qui pouvoient intéreſſer le corps germanique.

Ce plan étoit ſage : cependant il ne pouvoit pas s'établir ſolidement parmi des princes, qui dédaignoient de plaider devant un tribunal, quand ils croyoient pouvoir ſe faire juſtice par les armes. Il auroit encore fallu une puiſſance

capable de faire reſpecter les loix. C'eſt ce qui manquoit à l'Allemagne, & à quoi Maximilien n'avoit pas pu remédier. Le tems achevera ſon ouvrage. Ce prince mourut en 1519. Nous aurons occaſion d'en parler encore.

Les troubles d'Angleterre qui avoient été ſi favorables à la France continuèrent encore long-tems après la mort de Charles VII. La maiſon d'York avoit uſurpé le trône ſur la maiſon de Lancaſtre ; Edouard IV régnoit, & Henri VI étoit enfermé dans la tour de Londres. Marguerite, fille de René d'Anjou, & femme de Henri, vivoit pleine de reſſources & de courage. Cette héroïne avoit déjà deux fois,

par ſa conduite & par ſes victoires, délivré ſon mari tombé entre les mains de ſes ennemis. Elle paroiſſoit enfin ne pouvoir plus former de projets, lorſqu'Edouard, aliénant les grands mêmes qui l'avoient ſervi, fit naître de nouveaux troubles dont elle ſut profiter. Elle rétablit Henri en 1470.

Edouard, forcé de s'enfuir, avoit cherché un aſyle en Hollande, d'où il revint l'année ſuivante avec les ſecours qu'il obtint de Charles, duc de Bourgogne, ſon beau-frère. Il remonta ſur le trône. Henri enfermé une ſeconde fois dans la tour, y perdit bientôt la vie; & Marguerite, faite priſonnière, ne recouvra ſa liberté qu'en 1475, que Louis

XI, roi de France, donna cinquante mille écus pour ſa rançon.

Il ne reſtoit plus de la maiſon de Lancaſtre que Marguerite de Sommerſet & ſon fils le comte de Richemond, qu'elle avoit eu de ſon mariage avec Edmond Tudor. Mais les Sommerſets n'étoient qu'une branche bâtarde de Lancaſtre ; & quoiqu'ils euſſent été légitimés, on ne leur avoit jamais reconnu aucun droit à la couronne. Edouard n'ayant donc plus de concurrent, les guerres civiles ceſsèrent ; & après ſa mort, arrivée en 1483, ſon fils Edouard V monta ſur le trône.

La même année, le nouveau roi, qui n'avoit que douze à treize ans, perdit la couronne avec la vie ; &

ſon frère fut, ainſi que lui, ſacrifié à l'ambition du duc de Gloceſter leur oncle. L'uſurpateur, qui avoit pris ſes meſures pendant le règne de ſon frère, Edouard IV, ſe fit couronner ſous le nom de Richard III. Il ne jouit pas long-tems de ſon crime. Perſuadé qu'il ne pouvoit s'affermir, qu'en répandant le ſang de tous ceux qu'il craignoit, il ſouleva la nobleſſe ; & le comte de Richemond, qui s'étoit retiré en France, parut à la tête des mécontens & fut proclamé roi ſous le nom de Henri VII, après une victoire où Richard perdit la vie. Ainſi finit, en 1485, la domination des Angevins ou Plantagenets, dont Henri II avoit été le chef, & qui

régnoit depuis plus de trois cens ans. Il ne reſtoit plus d'enfant mâle de la poſtérité d'Edouard III, qu'un jeune prince, que Henri VII fit périr quelques années après.

L'extinction des maiſons de Lancaſtre & d'York termina les guerres civiles, qui duroient depuis plus de trente ans, & pendant leſquelles les deux partis, ſous les deviſes de roſe-rouge & de roſe-blanche, ſe livrèrent treize batailles, & firent périr quatre-vingts princes du ſang & plus de onze cens mille hommes.

C'eſt en 1453 que Charles VII, roi de France, avoit entièrement chaſſé les anglois. Toujours diviſés depuis, ils n'étoient plus à crain-

dre ; & le roi, qui avoit réuni tant de provinces à la couronne, étoit d'autant plus puiſſant, que l'eſprit de faction s'étoit peu-à-peu éteint, pendant la longue guerre qui avoit réuni tous les françois contre l'ennemi commun. D'ailleurs les vaſſaux avoient oublié les droits, qu'ils avoient perdus ſous d'autres règnes. Si auparavant ils n'avoient pas ſu les défendre, il leur étoit déſormais impoſſible de les récouvrer ; & le gouvernement féodal étoit preſque entièrement ruiné. En effet, il ne reſtoit plus que deux grands fiefs, le duché de Bourgogne & celui de Bretagne ; & on pouvoit eſpérer de les réunir un jour à la couronne.

Louis XI, fils & ſucceſſeur de Charles VII, eut donc au commencement de ſon règne plus de puiſſance que n'en avoit eu aucun de ſes prédéceſſeurs. Pour affermir ſon autorité ou pour l'accroître même, il ne falloit que l'étayer ſur l'amour & le reſpect, en montrant de la juſtice & de la fermeté. Mais plus Louis crut qu'il pouvoit tout, plus il ambitionna d'être abſolu. C'eſt par la terreur qu'il voulut dominer; & comme il avoit été rebelle envers ſon père, il fut cruel avec ſes ſujets, & perfide avec ſes voiſins. Il eut les vices d'une ame tout à la fois timide & féroce; imprudent, fourbe, ſanguinaire, ſuperſtitieux, il montra

quelque eſprit & peu de vertus.

Son premier ſoin fut de diſgracier ceux que Charles avoit employés, & dont tout leur crime étoit d'avoir été fidèles à leur roi. Il les remplaça par des hommes qu'il croyoit à lui, parce qu'ils lui avoient été attachés, lorſqu'il étoit rebelle; & comme ſi la trahiſon eût été un titre à ſa faveur, il rendit la liberté au duc d'Alençon que Charles avoit fait enfermer pour avoir conſpiré contre l'état. Il craignoit le mérite & la naiſſance : il aimoit à employer des hommes ſans conſidération, qu'il pouvoit ſacrifier impunément; & communiquant ſa méfiance à ſes courtiſans & à ſes miniſtres, il les

mettoit dans l'impuiſſance de le ſervir, & les invitoit à prévenir leurs diſgraces par des trahiſons.

Il ne faut donc pas s'étonner ſi ſon règne, qui auroit pu être paiſible & floriſſant, fut d'abord troublé par une guerre civile, où il fut ſur le point de perdre la couronne & la vie. Il falloit que ſon gouvernement fût bien odieux au peuple, puiſque les rebelles osèrent ſe ſoulever contre lui ſous le prétexe du bien public. Louis ne termina cette guerre qu'en accordant aux chefs des ligues tout ce qu'ils exigèrent de lui : mais au lieu de tenir ſes engagemens, il les trompa les uns après les autres, & reprit ce qu'il avoit cédé.

Il fut cependant pris lui-même dans le piège qu'il tendoit, & il ſe crut fort heureux d'en ſortir avec des humiliations. Croyant tromper plus ſûrement Charles, duc de Bourgogne, il feignit de vouloir négocier en perſonne avec lui, & lui demanda un ſauf-conduit pour l'aller joindre à Péronne. A peine y fut-il arrivé, que Charles apprit que les liégeois, ſes ſujets, s'étoient révoltés à la ſollicitation du roi. Ce prince ſe fût peut-être cruellement vengé d'une trahiſon auſſi hardie, s'il n'eût pas été retenu par des perſonnes à qui il donnoit ſa confiance, & que l'argent de Louis avoit gagnées. Il balança pluſieurs jours ſur le parti

qu'il avoit à prendre, pendant que le roi, enfermé dans le château, étoit dans les plus vives inquiétudes. Il lui rendit enfin la liberté : mais ce fut après lui avoir fait ſigner un traité tel qu'il le lui préſenta, & pour achever de l'humilier, il le força de marcher avec lui contre les liégeois, que Louis avoit lui-même promis de ſoutenir dans leur révolte.

Le duc de Berri, un des chefs de la ligue du bien public, avoit forcé le roi, ſon frère, à lui donner le duché de Normandie en apanage; & Louis, qui le lui avoit enlevé bientôt après, venoit de lui aſſurer la Champagne & la Brie, par le traité fait avec le duc de Bour-

gogne. C'étoit rapprocher deux princes déjà trop unis. Auſſi négocia-t-il auprès de ſon frère pour lui faire accepter la Guienne en échange des provinces cédées.

Il réuſſit dans cette négociation, mais il craignoit encore que ſon frère n'épousât Marguerite héritière de Bourgogne. Il tentoit tout pour empêcher ce mariage, lorſque le duc de Guienne mourut de poiſon; & Louis fut vivement ſoupçonné d'être l'auteur de ce crime. Ici finit l'uſage qui renouvelloit continuellement le gouvernement féodal : car le duc de Guienne eſt le dernier prince du ſang qui ait joui des droits de ſouverain dans ſes apanages.

Sans nous arrêter ſur les autres détails de ce règne, nous remarquerons ſeulement comment Louis XI accrut la puiſſance des rois.

Lorſqu'après une longue ſuite de guerres, les familles qui entretenoient l'eſprit de faction, ſont éteintes ou domptées, il faut néceſſairement que le peuple qui commence à goûter le repos, craigne de voir renaître les troubles. Les françois devoient donc ſe croire trop heureux de n'avoir enfin qu'un maître, quel qu'il fût. Telle étoit à-peu-près la ſituation de la France, lorſque Louis XI parvint au trône. Il ne falloit plus qu'intimider pour aſſervir. Il intimida : quatre mille ſujets, dit-on, furent exécutés en

public ou en ſecret : il imagina de nouveaux ſupplices ; & ſa puiſſance abſolue fut plus l'ouvrage de ſa cruauté que de ſa politique. S'il eut des guerres à ſoutenir, il n'eut point d'ennemis redoutables. Ce n'étoit que des reſtes de factieux, ſans talens, ſans concert, & qu'on intimidoit comme le peuple. Charles, duc de Bourgogne, n'étoit lui-même qu'un eſprit inquiet, emporté, préſomptueux, haï de ſes ſujets & de ſes courtiſans.

Louis ſe ſaiſit de la Bourgogne après la mort de Charles. Héritier de la maiſon d'Anjou, il réunit quelquetems après à la couronne le Maine, l'Anjou, la Provence, & il eut des droits ſur le royaume

de Naples. Il acquit encore pluſieurs villes en Picardie, preſque tout l'Artois, le comté de Boulogne, le Rouſſillon, la Cerdaigne & d'autres domaines. C'eſt ainſi que pendant ce règne, l'aggrandiſſement de la monarchie concourut avec la ſoumiſſion des peuples à l'aggrandiſſement de l'autorité royale. On peut encore remarquer que Louis XI porta à quatre millions ſept cens mille livres, les tailles qui lorsque, ſous Charles VII, elles furent impoſées pour la première fois, n'avoient produit que dix-huit cens mille francs, Le marc d'argent valoit alors dix livres. ainſi les tailles rapportoient plus de vingt-trois miilions de notre monnoie,

Nous

Nous ne devons pas oublier une choſe qui contribuoit ſans doute à l'affermiſſement de l'autorité royale: c'eſt que quelque injuſte que fût Louis XI, il vouloit qu'on rendît la juſtice, il y veilloit. Il ſe propoſoit même, lorſqu'il mourut, d'abréger la longueur des procédures & d'établir dans tout le royaume les mêmes meſures, les mêmes poids & les mêmes coutumes. Enfin il fut aſſez éclairé pour ne pas hauſſer & baiſſer les monnoies à l'exemple de ſes prédéceſſeurs. Il a pu ſe repentir de n'avoir pas ſu ménager le mariage de Marie de Bourgogne avec le Dauphin. Cette faute enleva les Pays-Bas à la France & fut le principe de l'aggrandiſ-

ſement de la maiſon d'Autriche.

Charles VIII avoit quatorze ans lorſque le roi ſon père mourut. Il n'étoit point mineur par la loi de Charles V, dit M. de Voltaire, mais il l'étoit par celle de la nature. Le défaut d'éducation le rendit encore incapable de gouverner : car Louis n'avoit cru s'aſſurer de l'obéiſſance de ſon fils, qu'en le tenant dans la plus grande ignorance : & ceux à qui il l'avoit confié avoient parfaitement rempli ſes intentions. Pour ſuppléer à l'incapacité du jeune roi, il laiſſa par ſon teſtament le gouvernement du royaume à ſa fille aînée, Anne, femme de Pierre de Bourbon, ſeigneur de Beaujeu.

Cette princeſſe étoit digne de ce choix ; & il fut approuvé par les états-généraux, tenus à Tours l'année ſuivante. Cependant le duc d'Orléans, comme premier prince du ſang, prétendit avoir ſeul droit au gouvernement de l'état ; les autres princes appuyèrent ſes prétentions ; & il fit avec eux une ligue, dans laquelle entrèrent Maximilien & le duc de Bretagne. Ce règne commença donc par une guerre civile.

Anne de Beaujeu rompit pluſieurs fois les meſures des conjurés. Elle ſut même en attirer quelques-uns dans ſon parti ; & la paix fut rétablie en 1488, par la défaite du duc d'Orléans, qui fut fait priſonnier.

La même année François II, duc de Bretagne, étant mort, le roi de France arma pour enlever cette province à la fille aînée héritière de François : mais la guerre que lui faiſoit Maximilien, & celle dont le roi de Caſtille le menaçoit, lui firent bientôt préférer d'acquérir la Bretagne, en épouſant la princeſſe.

La choſe n'étoit pas ſans difficultés : car il avoit déjà fiancé Marguerite, fille de Maximilien ; cette princeſſe étoit à la cour de France depuis pluſieurs années, & pendant qu'il faiſoit de vains efforts pour conquérir la Bretagne, Maximilien lui-même venoit d'en épouſer l'héritière par procureur. La

ducheſſe d'ailleurs qui avoit de l'éloignement pour le roi, ſe refuſoit à ce mariage, & donnoit pour raiſon qu'elle ne pouvoit en conſcience rompre ſon premier engagement. Une armée, qui approcha à la vue de Rennes, leva ſes ſcrupules, & la força de ſe rendre aux empreſſemens de Charles. Maximilien, doublement offenſé, prit les armes par vengeance, & les quitta par impuiſſance de continuer la guerre.

Le roi avoit rendu la liberté au duc d'Orléans, lorſque, honteux de ſe conduire par les ſages conſeils d'Anne de Beaujeu, il ſe livra à des favoris qui lui en donnèrent de mauvais, & crut gouverner

par lui-même. Il céda la Franche-Comté & l'Artois à Maximilien : il rendit la Cerdagne & le Rouſſillon à Ferdinand le catholique ; & lorſqu'il abandonnoit ces provinces qu'il pouvoit difficilement perdre, il demandoit ſeulement qu'on ne le troubleroit pas dans la conquête du royaume de Naples, qu'il ne devoit pas conſerver.

La France ayant ceſſé d'être déchirée par des guerres civiles, étoit alors l'état le plus puiſſant. Elle pouvoit déployer ſes forces, & ſe rendre redoutable, ſi elle avoit un roi qui ſût les employer. Il eſt aiſé de prévoir quel ſera le ſuccès d'une entrepriſe formée par un prince ſans expérience, qui certai-

nement n'avoit rien prévu. Voyons quel étoit l'état de l'Italie.

Philippe-Marie Viſconti ne laiſſant point d'enfant mâle, avoit diſpoſé, en 1447, du duché de Milan en faveur d'Alphonſe, roi de Naples, concurrent & vainqueur de Réné d'Anjou. L'amitié qu'il avoit conçue pour ce prince, l'alliance qui étoit entr'eux, car ſa fille avoit épouſé le petit-fils du roi de Naples, & la crainte que les vénitiens ne ſe rendiſſent maîtres du Milanès, furent les motifs qui le déterminèrent à ce choix.

Cependant François Sforze, fils bâtard de ce Sforze, ſoldat de fortune, que l'on a vu à Naples formoit des prétentions ſur le duché

de Milan, parce qu'il avoit épouſé la fille naturelle de Philippe-Marie. Charles, duc d'Orléans, en formoit encore, & il ſe fondoit ſur les droits de Valentine ſa mère, qui étoit ſœur de Philippe, & à qui la ſucceſſion avoit été promiſe par contrat de mariage: mais il fut hors d'état de les faire valoir.

Il y eut alors trois partis dans Milan, un pour Alphonſe, un autre pour Sforze, & un dernier qui vouloit établir le gouvernement républicain. Celui-ci, qui étoit le plus fort, ſoutint que le duché devoit retourner à l'Empire; ne voulant donner Milan qu'à un prince qui ne le pourroit pas garder, & ſe propoſant d'acheter de

Fréderic III le droit de s'ériger en république. C'eût été un argent bien mal employé : car ce prince étoit auſſi foible pour protecteur que pour maître. Quoi qu'il en ſoit, les milanois eſſayèrent de ſe gouverner eux-mêmes.

Pavie & Parme, qui juſqu'alors en dépendoient, imaginèrent auſſi de faire le même eſſai. Les villes de Lodi & de Plaiſance ne portèrent pas leurs vues ſi haut ; & contentes de ſe ſouſtraire à la domination de la république de Milan, elles ſe donnèrent aux vénitiens.

Dans cette poſition, le parti le plus ſage pour les milanois étoit d'abord de laiſſer faire ces villes,

& de ſonger ſeulement aux moyens d'établir une bonne forme de gouvernement parmi eux. Ils voulurent conquérir avant d'avoir aſſuré leur liberté, & ce fut leur perte, d'autant plus qu'ils eurent encore l'imprudence de donner à Sforze le commandement de leurs troupes. Ce général ſe préſenta devant Pavie qui ſe ſoumit à lui, à condition qu'il ne la céderoit pas aux milanois : il rendit enſuite inutiles les efforts du duc d'Orléans, qui avoit paſſé les Alpes. Enfin ayant eu des avantages ſur les vénitiens, il ſut ſe ſervir d'eux pour uſurper la ſouveraineté de Milan.

Galéas-Marie, ſon fils, qui lui

ſuccéda, cruel & ſans mœurs, fut haï & aſſaſſiné après un regne de dix ans. Il laiſſa un fils mineur, Jean-Galéas-Marie, qui régna d'abord ſous la tutelle de ſa mère & du chancelier Simonnetta. Bientôt Ludovic Sforze, dit le Maure, oncle de ce jeune prince, chaſſa de Milan la ducheſſe, fit couper la tête au chancelier, & ſe ſaiſit de la régence ou plutôt de la ſouveraineté; car il ne laiſſa que le nom de duc à ſon neveu.

Les napolitains avoient été plus heureux ſous Alphonſe, qui prit le premier le titre de roi des deux Siciles; il préféra ce royaume aux autres qu'il poſſédoit, le rendit plus floriſſant qu'il n'avoit jamais

été; le laiſſa par ſa mort, en 1458, à Ferdinand, duc de Calabre, ſon fils naturel, & diſpoſa des royaumes d'Arragon & de Valence en faveur de Jean, roi de Navarre, ſon frère.

Alors tout changea, les premiers troubles furent cauſés par Calixte III, qui déclara que Ferdinand étoit un enfant ſuppoſé, & que la couronne des deux Siciles étoit dévolue au S. Siège. Ils finirent bientôt par la mort de ce pape, & il en ſurvint de plus grands; car Jean d'Anjou, appellé par des ſeigneurs qui s'étoient révoltés, fut au moment de ſe rendre maître du royaume. Ferdinand dut ſon ſalut à un corps de troupes que lui envoya

envoya François Sforze, duc de Milan, à l'adreſſe de Robert Saint-Sévérin, qui ſut ramener les principaux rebelles, & à un héros, qu'il n'attendoit pas : c'étoit Scanderberg, qui n'avoit pas oublié les ſecours qu'Alphonſe lui avoit envoyés, lorſqu'il avoit été attaqué par les turcs.

La proſpérité dévoila des vices, qu'on entrevoyoit déjà dans Ferdinand. Malheureuſement on les découvrit encore dans ſon fils Alphonſe. Avares & cruels, l'un & l'autre, ils ſe rendirent odieux, & ſoulevèrent encore les peuples. Cependant les dernières années de ce règne furent tranquilles.

Pendant que Ferdinand régnoit

à Naples, & que Ludovic étoit plutôt ſouverain de Milan que tuteur de ſon neveu, Laurent de Médicis gouvernoit Florence. Ce ſage citoyen, l'ame de ſa république, tenoit dans la balance les différens princes d'Italie, & maintenoit toutes les puiſſances en équilibre. Il importoit au ſalut de ſa patrie qu'aucune ne s'aggrandît ; c'étoit même l'intérêt bien entendu de toutes enſemble ; mais diviſées de tout tems, toujours occupées à s'obſerver avec défiance, & ne ceſſant jamais de former des prétentions, étoit-il poſſible qu'elles connuſſent leurs vrais intérêts ?

Le roi des deux Siciles avoit des droits ſur Milan, & d'ailleurs Al-

phonſe ſouffroit impatiemment, que Jean Galéas, à qui il avoit donné ſa fille, & qui étoit âgé de plus de vingt ans, n'eût que le nom de duc, pendant que Ludovic uſurpoit toute l'autorité. Il ſollicitoit donc Ferdinand ſon père à prendre les armes contre cet uſurpateur. Pour écarter cet orage, Ludovic, inquiet & ambitieux, devoit naturellement chercher à ſuſciter des troubles dans le royaume de Naples : & il le pouvoit facilement en ſe prêtant aux vues des papes toujours prêts à favoriſer la maiſon d'Anjou, tant qu'elle n'auroit que des prétentions. Les vénitiens, dont toute l'ambition étoit de s'étendre dans la Lombar-

die, voyoient avec plaiſir ces ſemences de diviſions, diſpoſés à prendre les armes pour l'un ou pour l'autre parti, ſuivant les circonſtances, & à profiter de la foibleſſe des deux. Les florentins, forcés, par leur ſituation, à prendre part à toutes les guerres qui s'élevoient en Italie, étoient dans le cas d'en éprouver tous les maux, ſans en retirer aucun avantage. Ils étoient donc placés pour mieux voir les intérêts de tous, & ils avoient pour leur bonheur les yeux de Médicis.

Ferdinand, quoiqu'il eût des vices, avoit des lumières. Il étoit digne du trône à bien des égards: ſes malheurs l'avoient éclairé, &

Laurent acheva de lui ouvrir les yeux : il reconnut qu'il ne seroit puissant dans son royaume qu'autant qu'il n'auroit point d'ennemis étrangers.

Ludovic, dans une position encore plus critique, craignoit tout-à-la-fois, les partisans de son neveu, l'ambition des vénitiens & les prétentions du roi de Naples ; il avoit donc tout à craindre au-dedans & au-dehors.

Il est vraisemblable que Ludovic & Ferdinand ne se seroient jamais rapprochés d'eux-mêmes. Laurent, qui jugeoit de leurs intérêts mieux qu'eux, se fit leur médiateur, & leur persuada de former avec Florence une ligue pour établir &

maintenir la paix en Italie. Après divers accidens, qui altérèrent d'abord cette confédération, elle ſe renouvella pour vingt ans, & elle força tous les princes à entrer dans ſes vues. Il eſt vrai qu'Innocent VIII, élevé ſur la chaire de S. Pierre en 1484, voulut encore exciter des troubles dans le royaume de Naples: trop foible néanmoins lui ſeul contre les puiſſances liguées, il fut contraint de ſe ſoumettre; & il ne ſe conduiſit plus que par les conſeils de Laurent. Ce fut le bonheur des papes; ſi c'eſt un bonheur pour eux d'être ſouverains: leur autorité s'affermit dans le calme, & le peuple ſe fit peu-à-peu une habitude de voir un maître dans un pontife,

dont Laurent & Ferdinand faiſoient reſpecter la puiſſance, juſqu'alors au moins conteſtée.

Veniſe, plus forte qu'aucune de ces puiſſances priſes ſéparément, ne pouvoit rien entreprendre tant qu'elles ſeroient unies ; & Laurent ſe ſervoit de la crainte qu'on avoit de cette république, comme d'un frein pour contenir ſes alliés. Mais la conſidération qu'il avoit acquiſe, cimentoit ſeule cette union, car les jalouſies invétérées continuoient toujours de ſubſiſter.

L'Italie étoit heureuſe. Une population abondante rempliſſoit les villes de citoyens induſtrieux, & les campagnes de laboureurs qui cultivoient juſqu'aux lieux les plus

ſtériles. Les arts étoient floriſſans, & les talens ſe multiplioient, l'abondance ſe répandoit par-tout ; en un mot, tout proſpéroit ſous des princes qui connoiſſoient leurs intérêts ; & le génie de Médicis veilloit ſur les peuples & ſur les princes. Voilà le pays dont Charles III ſera bientôt le fléau.

Ces tems heureux paroiſſoient devoir durer, puiſque Médicis n'avoit pas encore trente-ſix ans ; par où l'on voit combien il étoit jeune lorſqu'en 1466 il fut à la tête de ſa république. Mais il mourut en 1491, dans la quarante-quatrième année de ſon âge ; perte funeſte pour Florence, pour l'Italie entière, & à laquelle toute l'Europe prit

part. Cette mort fut ſuivie de celle d'Innocent VIII, dont la vie inutile d'ailleurs au bien public, étoit du moins utile en une choſe : c'eſt qu'il avoit ſacrifié ſon ambition aux plaiſirs du repos.

Son ſucceſſeur, Rodrigue Borgia, eſpagnol, acheta publiquement le pontificat avec de l'argent & avec des promeſſes. Ferdinand, dit Guichardin, qui n'avoit pas coutume de pleurer, verſa des larmes, lorſqu'il apprit l'élévation d'Alexandre VI, c'eſt le nom que prit Borgia, & il prédit que ce pape ſeroit funeſte à l'Italie & à toute la chrétienté. En effet, ce pontife déshonora bientôt le ſaint ſiége par ſon ambition, par ſon avarice, par

ſes cruautés, & par ſes débauches.

Pierre II ſuccéda, ſans oppoſition, à Laurent ſon père. Il n'en eut ni les talens ni les vertus. D'autant plus jaloux de l'autorité qu'il la méritoit moins, il dédaigna, contre l'uſage, de conſulter le conſeil dans les affaires importantes; & cependant il ſe livra tout-à-fait à Virgile des Urſins, homme dévoué à la cour de Naples. Les liaiſons qu'il prit avec Ferdinand, donnèrent bientôt de l'inquiétude à Ludovic Sforze.

Les princes chrétiens étoient dans l'uſage d'envoyer des ambaſſadeurs à chaque nouveau pape, pour adorer dans le pontife, le vicaire

de Jeſus-Chriſt. Ludovic, qui ſe piquoit de prudence, & qui aimoit à ſe diſtinguer par des idées ſingulières, penſa que tous les ambaſſadeurs des confédérés devoient arrivet à Rome le même jour, aller enſemble à l'audience, & un d'eux haranguer au nom de tous. Son deſſein étoit de faire voir que la confédération formoit de tant de princes un ſeul état.

Ferdinand approuva volontiers ce projet, & Pierre n'oſa le combattre dans le conſeil de Florence, où il fut également approuvé. Il y étoit cependant contraire, parce qu'ayant fait ſes préparatifs pour paroître à Rome avec pompe, il craignoit d'être confondu avec les

autres ambaſſadeurs. C'étoit une puérilité ſans doute : mais tel étoit ſon eſprit, & il fallut que Ferdinand, pour lui plaire, fît abandonner ce projet à Ludovic.

Cette condeſcendance du roi des deux Siciles, confirma les ſoupçons de Ludovic. Il la regarda comme une preuve de la trop grande intelligence, qu'il ſuppoſoit entre Pierre & Ferdinand; & de ce jour, il crut devoir prendre des meſures dans la crainte qu'ils n'armaſſent enſemble pour rétablir Jean Galéas dans ſes droits. Ferdinand en prenoit auſſi conjointement avec Pierre contre le nouveau pape, & dans cette vue, il venoit de faire acheter à Virgile des Urſins pluſieurs

petits châteaux qui étoient auprès de Rome. Cependant comme c'étoient des fiefs qui relevoient du ſaint ſiége, Alexandre ſe plaignoit qu'on en eût diſpoſé ſans ſon agrément.

Ludovic alluma la colère du pape ; il lui fit ſentir combien il importoit pour lui que ſon autorité ne fût pas mépriſée dès le commencement de ſon pontificat : il l'enhardit par des ſecours d'argent & de troupes. En même tems, il exhorta le roi de Naples à ſatisfaire Alexandre ; & il invita Pierre à ſuivre l'exemple de Laurent, qui, au lieu de former des partis, étoit par ſa médiation, le pacificateur de l'Italie.

Nicolas III, de la maiſon des

Urſins, qui monta ſur la chaire de ſaint Pierre en 1177, eſt le pape qui forma le premier les projets les plus ambitieux pour élever ſa famille : car, ſous prétexte de donner des défenſeurs à l'égliſe de Rome, il vouloit établir deux de ſes parens, l'un roi de Lombardie, l'autre roi de Toſcane. Depuis ce tems, le népotiſme eſt devenu comme un droit aux plus grands honneurs ; & l'hiſtoire eſt pleine de neveux, que les papes ont faits princes. Quelques-uns même ont eu cette ambition pour des fils qu'ils ne devoient point avouer, & que pour cette raiſon, ils appelloient neveux. Or, Alexandre VI en avoit pluſieurs qu'il appelloit,

ſans myſtère, du nom de fils ; & quelque jaloux qu'il parût des droits du ſaint ſiége, il étoit prêt à les ſacrifier à la fortune de ſes enfans. Il en vouloit marier un avec une fille naturelle d'Alphonſe, demandant pour dot une principauté dans le royaume de Naples. Ferdinand n'étoit pas éloigné d'y conſentir ; mais Alphonſe ne vouloit pas en entendre parler. Cependant, n'oſant montrer la répugnance qu'il avoit pour ce mariage, il ſe contentoit de faire naître des difficultés & de gagner du tems.

Le pape, qui connut enfin qu'on le jouoit, voyoit dans l'état eccléſiaſtique Virgile des Urſins, les

Colonnes & pluſieurs autres ſeigneurs puiſſans, qui étoient dévoués au roi de Naples, & qui en recevoient des penſions.

La crainte ſe joignant donc au dépit, il fit, en 1493, une ligue avec Ludovic & avec les vénitiens, qui s'engagèrent à la défenſe de l'état eccléſiaſtique, & qui lui envoyèrent des troupes. L'objet de cette confédération étoit auſſi de maintenir Ludovic dans Milan.

Cependant Ludovic, comptant peu ſur ſes alliés, imagina d'inviter Charles VIII à la conquête du royaume de Naples, ſans conſidérer que cette démarche pourroit être par ſes ſuites, pire que les craintes qu'il vouloit écarter. Il fit même

adopter ce projet au pape, auquel il le montra comme le plus ſûr pour ſe venger de Ferdinand, & pour procurer des principautés à ſes fils.

Le roi des deux Siciles négocia inutilement avec la cour de France, pour faire abandonner à Charles VIII le deſſein de paſſer en Italie. Envain il tenta de corrompre avec de l'argent ceux qui avoient du crédit ſur ce prince. Ce moyen, preſque toujours infaillible, ne réuſſit pas, & cependant il auroit été heureux pour la France même qu'il eût réuſſi.

Ferdinand ſe reconcilia avec le pape en le ſatisfaiſant ſur les châteaux de Virgile des Urſins, & en

lui donnant pour un de ſes fils, une fille d'Alphonſe avec la principauté de Signilaci. Il lui reſtoit à ramener Ludovic : il tenta tout à cet effet, juſques-là qu'il offrit d'abandonner les intérêts de Jean Galéas : car il ne doutoit pas que la crainte d'être chaſſé de Milan ne l'eût ſeule déterminé à prendre un parti auſſi extrême. Ces offres étoient appuyées ſur les ſollicitations du pape & de Pierre Médicis ; & on ſe flattoit de lui faire abandonner l'alliance des françois, qu'il étoit bien haſardeux pour lui d'attirer en Italie. Mais il aima mieux en courir les haſards, perſuadé que lorſqu'on ne craindroit plus Charles VIII, on ne tiendroit pas les promeſſes qu'on

lui faiſoit. Il répondit donc vaguement : il parut ſe rendre quelquefois : en un mot, il amuſa les italiens, & il donna aux françois le tems de faire leurs préparatifs. Sur ces entrefaites, Ferdinand mourut au commencement de 1494 : Alphonſe reçut du pape l'inveſtiture du royaume de Naples, & fit avec lui une ligue pour leur défenſe commune.

Charles VIII paſſe enfin les Alpes. Il ne va pas à une guerre : c'eſt un voyage qu'il fait en caravane. Il ne lui manque que de l'argent : il eſt obligé d'engager des pierreries ; & pour peu que les vivres fuſſent chers, il ne ſeroit pas ſûr d'arriver à Naples ; cependant les

tems de calamités vont recommencer pour l'Italie, & dureront.

Pierre Médicis avoit refuſé le paſſage de Toſcane ; imprudence d'autant plus grande qu'il n'étoit pas en état de le fermer, & il étoit généralement déſapprouvé par ſes citoyens. Il n'eût pas été prudent aux françois de laiſſer derrière eux une province ennemie : il falloit d'abord la ſoumettre. Le refus de Médicis fut donc une raiſon de plus pour s'ouvrir un chemin par la Toſcane.

L'armée ſe rendit à Pontremoli, qui appartenoit au duc de Milan. De-là, elle entra dans la Lunigiana, dont les Malaſpina occupent encore une partie ; une autre étoit

aux florentins, & les génois y avoient quelques châteaux. Finizano aſſiégé & pris, la garniſon paſſée au fil de l'épée, beaucoup d'habitans égorgés, furent un objet d'épouvante pour les italiens, qui depuis long-tems étoient, en quelque ſorte, moins accoutumés à faire la guerre, qu'à la voir comme un ſpectacle.

La petite ville de Sarzane & Sarzanello, fortereſſe bâtie au-deſſus, pouvoient faire plus de réſiſtance, quoique le ſac de Finizano y eût déjà répandu la frayeur, & que les florentins n'y euſſent pas mis une garniſon aſſez forte. Cependant l'armée françoiſe ne pouvoit ſubſiſter long-tems dans un

pays ſtérile, reſſerré par la mer & la montagne, & où les vivres ne pouvoient venir que de loin & difficilement. Il eſt vrai qu'elle pouvoit prendre ſa route par Lucques, qui offroit d'ouvrir ſes portes : mais en abandonnant la premiere place qui réſiſtoit, Charles diminuoit de la réputation de ſes armes, & encourageoit les autres à réſiſter davantage. La fortune le ſervit.

Depuis le ſac de Finizano, on blâmoit plus hautement que jamais l'imprudence de Médicis, qui, ſans aucune connoiſſance de la guerre, & ſans avoir pourvu ſuffiſamment à la défenſe de ſa patrie, avoit armé les françois contre la répu-

blique. Déjà odieux par ſes hauteurs, il le devenoit encore par ſa témérité ; & moins il étoit digne de gouverner, plus il enhardiſſoit contre lui les citoyens, jaloux de voir toute la puiſſance dans une ſeule famille.

En 1479, Florence étant en guerre avec le pape Sixte IV & avec le roi des deux Siciles, Laurent prit ſur lui d'aller à Naples pour négocier avec Ferdinand. Cette démarche étoit d'autant plus délicate, que les ennemis déclaroient n'avoir armé que pour délivrer les florentins de la domination des Médicis. Elle eut cependant tout le ſuccès qu'on pouvoit deſirer ; & Laurent revint avec la paix,

couvert de gloire, chéri & reſpecté de ſes concitoyens.

Si ceux qui manquent de lumieres font des fautes, lorſqu'ils veulent ſe conduire d'après eux; ils ſont condamnés encore à en faire de plus grandes, lorſqu'ils oſent ſe conduire d'après l'exemple d'un grand homme. C'eſt qu'ils jugent mal de la différence des circonſtances; & que quand elles ſeroient les mêmes, ils n'ont pas les mêmes talens. On prévoit que Pierre ſe rendra au camp du roi de France.

Il y vint donc. Il mit au pouvoir de Charles, Sarzane, Sarzanello, Pietra-Santa; il lui promit Piſe, Livourne, deux cent mille ducats; & après avoir ouvert aux fran-

çois

çois le chemin de Florence, il y revint, en fut chaſſé, & Charles y entra.

Charles entra, diſons-nous, armé de toutes pièces, monté ſur un cheval bardé, la lance en arrêt. Il conclut de là que Florence étoit à lui par droit de conquête. Après pluſieurs négociations inutiles, & qui aigriſſoient les eſprits, il faiſoit lire aux députés de la république, les conditions qu'il impoſoit en vainqueur, lorſqu'un d'eux, Pierre Caponi, impatient de cette lecture, prit le papier, le déchira, & dit : « Puiſque vous oſez faire de » pareilles propoſitions, ſonnez vos » trompettes, nous ſonnerons nos » cloches : voilà ma réponſe ». A

cette fermeté, les françois ne virent plus que le danger que couroit le roi avec une armée de plus de vingt mille hommes, dans une ville peuplée d'artisans ; & au lieu de traiter les florentins en sujets, on se contenta de les avoir pour alliés & pour amis.

Le roi marcha, sans trouver de résistance, jusqu'à Rome : il se rendit maître de tous les environs, & ne voulut entendre parler d'aucun accommodement, qu'après que le pape lui auroit ouvert les portes de la ville. Alexandre éprouvoit les plus vives inquiétudes. Il se reprochoit d'avoir appelé les françois : il se repentoit d'avoir épousé les intérêts du roi de Naples : il

ſentoit qu'il n'avoit fait que des fautes juſqu'alors : il voyoit, quelque parti qu'il prît, qu'il en alloit faire encore : il n'ignoroit pas qu'on parloit de le dépoſer & d'élire un autre pape. Il étoit donc dangereux de céder, & cependant il étoit impoſſible de réſiſter. La néceſſité lui tint lieu de conſeil, il ſe retira dans le château S. Ange, & Charles entra dans Rome aux flambeaux, avec ſon cheval, ſans armure & ſa lance en arrêt.

Offenſé de la méfiance que montroit Alexandre, le roi, qui vouloit ſincèrement ſe reconcilier avec lui, fit tourner deux fois ſon canon contre le château S. Ange, afin d'engager le pape à devenir ſon

allié & ſon ami. Ces inſtances ayant produit leur effet, il fit un traité avec Alexandre, lui baiſa les pieds, ſervit à la meſſe & continua ſon voyage.

Une partie de ſes troupes avoit pris les devans. On ſe ſoulevoit dans le royaume de Naples ; & Alphonſe II, odieux à ſes ſujets, abandonnoit la couronne à ſon fils Ferdinand, pour aller prendre un froc en Sicile. Ferdinand II étoit aimé ; peut-être eût-il été en état de défendre ſon royaume, ſi ſon pere eût embraſſé plutôt la vie monaſtique : mais il n'étoit plus tems. Pluſieurs villes s'étoient déjà rendues : les autres ſe laiſſoient entraîner par l'exemple ; & le nouveau

roi fut contraint de se retirer dans l'isle d'Ischia, qui est à trente milles de Naples.

Charles, plus heureux que César, vainquit avant d'avoir vu. Il arriva à Naples le 21 février 1495, & un mois après, il fit une entrée publique, monté sur un cheval richement harnaché, une couronne d'or sur la tête, une pomme d'or à la main droite, un sceptre à la gauche, & revêtu d'un manteau d'écarlate fourré d'hermine. C'étoient-là les attributs de la dignité impériale; & on prétend que cette entrée donna de l'inquiétude à Maximilien: mais c'est de Constantinople que Charles se croyoit empereur. Il publioit qu'il en alloit faire

la conquête, & il avoit déjà acquis tous les droits des Paléologues. André, neveu de Conſtantin, détrôné par Mahomet II, les lui avoit cédés à Rome.

La diète de l'Empire, où ſe ſont faits la plupart des réglemens dont nous avons parlé plus haut, ſe tenoit alors à Worms; & Maximilien y demandoit des ſecours contre Charles VIII, qu'il accuſoit d'enlever les provinces de l'empire. Il n'en obtint pas, parce qu'il importoit peu aux princes allemands que l'empereur redevînt encore ſuzerain de l'Italie; & Maximilien, ſans argent & ſans ſoldats, paroiſſoit dans l'impoſſibilité de rien entreprendre, lorſqu'il ſe forma une

ligue qui entra dans ſes vues.

Ludovic, alors duc de Milan, car ſon neveu étoit mort, & les vénitiens frappés des progrès rapides de Charles, voyoient avec inquiétude que ce prince conſervoit des places dans la Toſcane & dans l'état eccléſiaſtique. Craignant donc qu'il ne bornât pas ſon ambition à la conquête des deux Siciles, ils prirent des meſures pour mettre un terme à ſes ſuccès. Ferdinand le catholique & Iſabelle, qui régnoient en Eſpagne, n'étoient pas moins intéreſſés à s'oppoſer à l'aggrandiſſement des rois de France. Il eſt vrai qu'ils s'étoient engagés à ne pas troubler la conquête du royaume de Naples: mais la défenſe

du ſaint ſiège leur paroiſſoit un prétexte pour prendre les armes. Ils avoient déjà envoyé une flotte ſur les côtes de Sicile, ils faiſoient eſpérer de plus grands ſecours au roi détrôné.

Toutes ces puiſſances formèrent avec Maximilien une ligue, dans laquelle le pape entra. Les vénitiens, qui devoient conduire par mer des troupes dans les provinces maritimes de Naples, & le duc de Milan, qui ſe chargeoit de s'oppoſer aux nouveaux ſecours qui pourroient arriver, promirent de donner à l'empereur & à Ferdinand le catholique l'argent néceſſaire pour les mettre en état de porter la guerre en France.

Mais pendant que la puiſſance des françois effrayoit l'Allemagne, l'Eſpagne & la Lombardie, elle commençoit à diminuer dans le royaume de Naples. A l'ombre de leurs lauriers, occupés de fêtes & de jeux, ils ne s'arrachoient aux plaiſirs que pour travailler inſolemment à leur fortune. Le roi, à la vérité, étoit humain & généreux: mais incapable de ſoins, il abandonnoit tout à des miniſtres, qui par avarice ou par incapacité, faiſoient haïr ſon gouvernement. Le peuple étoit vexé; la nobleſſe napolitaine ſe voyoit ſans conſidération; on ne ménageoit ni les ennemis de la maiſon d'Arragon, ni les partiſans de la maiſon d'An-

jou ; on vendoit les graces au lieu de les accorder aux ſervices : on donnoit à l'un ſans raiſon ce qu'on ôtoit à l'autre ſans raiſon encore ; & comme la fortune avoit préſidé à la conquête, le haſard ſeul paroiſſoit gouverner. On regrettoit donc déjà Ferdinand II, & même Alphonſe ſon père.

Telle étoit la ſituation du royaume de Naples, & il reſtoit même quelques places, dont les françois n'étoient pas encore maîtres, lorſque Charles apprit la ligue qui ſe formoit contre lui : cette nouvelle hâta ſon retour, qu'il avoit déjà projetté par inquiétude. Mais il ne lui étoit pas facile de conſerver ſa conquête & de s'ouvrir un paſſage

à travers des provinces ennemies. Des forces diviſées ne ſuffiſoient pas à ce double objet, & cependant il fallut les diviſer. Charles partit vers le milieu du mois de mai avec environ neuf mille hommes ; lorſque Ferdinand II commençoit à recouvrer la Calabre, & que la flotte des vénitiens paroiſſoit à la vue de la Pouille. Les progrès de l'ennemi ne diminuèrent point l'impatience que le roi avoit de revenir en France. Il croyoit que tout dépendoit d'obtenir l'inveſtiture, il l'avoit négociée juſqu'alors inutilement, & il ſe flattoit qu'auſſitôt qu'il ſeroit à Rome, le pape la lui accorderoit : Alexandre ne l'y attendit pas.

L'armée des confédérés ſe raſſembloit dans le Parmeſan ; & c'étoit avec tant de lenteur, que ſi Charles n'avoit pas ſéjourné à Sienne, à Piſe & ailleurs, il auroit pu paſſer ſans obſtacles. Elle étoit campée à Griarola, à trois milles de Fornovo, où l'avant-garde des françois parut le trois de juillet. Le reſte de l'armée n'arriva que le cinq : la difficulté de traîner le canon par les Apennins l'avoit retardée.

Les confédérés, qui n'avoient pas ſu profiter de cet intervalle, commencèrent à s'effrayer. Comme ils étoient trois contre un, ils avoient mis juſques-là leur confiance dans le nombre ; & ils s'étoient imaginés

que

que Charles n'oſeroit jamais ſe préſenter devant eux, parce qu'il n'avoit que neuf mille hommes, en comptant deux mille valets qu'on avoit armés. Quand ils virent, qu'au lieu de s'en retourner par mer, comme ils l'avoient préſumé, le roi avoit l'audace de prendre ſon chemin par la Lombardie, ils s'effrayèrent, parce que leur ennemi ne s'effrayoit pas. Ils délibérèrent s'ils le laiſſeroient paſſer librement, ou s'ils l'attaqueroient au paſſage. Ils dépêchèrent un courier au duc de Milan, pour avoir ſon avis; & ce prince en dépêcha un autre à Veniſe, pour avoir celui du ſénat.

Pendant des délibérations auſſi

inutiles que longues, les françois marchèrent, ayant le Taro à leur droite. Le maréchal de Gié, & Trivulce commandoient l'avant-garde : le roi étoit au corps de bataille avec la Trémouille, & l'arrière-garde ſuivoit ſous les ordres du comte de Foix. Les bagages étoient ſur la gauche de l'armée, avec une très-foible eſcorte.

Ils marchèrent dans cet ordre pendant une lieue. Alors les ennemis, dont ils n'étoient plus ſéparés que par le Taro, paſſèrent ce torrent, & attaquèrent en même tems l'avant & l'arrière-gardes. Si on a blâmé Charles de former inconſidérément des projets de conquête, il faut lui rendre juſtice, il étoit

capable dans un jour d'action de ſoutenir avec courage les entrepriſes les plus haſardeuſes. Le péril l'appeloit aux premiers rangs : il ſe montroit par-tout où ſes troupes étoient prêtes à céder : & le ſoldat, ranimé à la vue de ſon roi en danger d'être frappé ou fait priſonnier, combattoit plus pour le ſauver que pour remporter la victoire. L'action duroit depuis une heure, lorſque des troupes légères des ennemis, ayant tourné l'armée françoiſe, ſe jettèrent ſur les bagages, & les pillèrent ſans réſiſtance. Cet appât en attira d'autres, le déſordre ſe mit parmi eux : & les françois ſaiſiſſant le moment, les mirent en déroute. Cette bataille

ſanglante, & par cette raiſon mémorable pour les italiens, ne coûta pas deux cens hommes au roi de France, & les confédérés en perdirent trois mille.

Charles, à peine de retour en France, apprit qu'il avoit perdu le royaume de Naples. Il tourna ſes armes contre Ferdinand le catholique, qui faiſoit des courſes dans le Languedoc. Ses troupes commandées par Saint-André eurent des ſuccès; & il mourut lorſqu'il méditoit de nouvelles expéditions. Commines a dit de ce prince, *qu'il n'étoit pas poſſible de voir meilleure créature.* En effet, il pouvoit être cela dans ſon domeſtique : mais pour qu'un roi ſoit une bonne

créature par rapport à ſon peuple, il faut bien des qualités.

Charles VIII étant mort ſans enfans, Louis, duc d'Orléans, premier prince du ſang & deſcendant de Charles V, monta ſur le trône. Après avoir été rebelle lorſqu'il étoit ſujet, il acquit étant roi, le titre glorieux de *Père du peuple*. Sans haine contre les ſujets fidèles, qui l'avoient combattu dans le tems de ſa révolte, il dit à l'occaſion de la Trémouille, qui l'avoit fait priſonnier : *le roi de France ne venge pas les injures faites au duc d'Orléans*. A ce trait qui caractériſe ſa bienfaiſance & ſon équité, ajoutons qu'il diminua les impôts, qu'il réforma des abus, & qu'il fit plu-

ſieurs réglemens qui annonçoient un règne heureux. Mais les tems étoient arrivés où les rois, abſolus au-dedans, devoient former des entrepriſes au-dehors, & abuſer de leur puiſſance. Louis XII, qui, dit-on, aimoit ſes ſujets comme ſes enfans, eût encore mieux mérité le titre de père du peuple, s'il n'eût pas ſacrifié le royaume à ſon ambition.

Sans doute il pouvoit ſe flatter de conquérir le duché de Milan & le royaume de Naples, auxquels il avoit des droits. Mais pour peu qu'il réfléchît ſur l'état de l'Italie & ſur les puiſſances de l'Europe, intéreſſées à s'oppoſer à ſon agrandiſſement, il devoit prévoir qu'il

ſuſciteroit des ennemis à la France, & qu'il ne conſerveroit pas ſes conquêtes.

Tout offroit d'abord des ſuccès faciles. Le roi pouvoit compter ſur la méſintelligence qui diviſoit les confédérés, depuis que Charles avoit repaſſé les Alpes. Le duc de Milan qui croyoit avoir diſpoſé à ſon gré du ſort de l'Italie, s'enivroit dans ſa proſpérité, & ne conſervoit plus d'alliés. Les vénitiens, qui ne demandoient que des troubles, étoient prêts d'entrer dans les vues du roi de France, s'ils partageoient avec lui les dépouilles de Ludovic. Les florentins devoient encore le favoriſer, s'il s'engageoit à faire rentrer ſous leur domination la

ville de Piſe, à laquelle Charles avoit rendu la liberté. D'autres princes moins puiſſans, tels que le marquis de Mantoue & le duc de Ferrare, n'étoient pas difficiles à gagner; & pour obtenir du pape l'inveſtiture, il ne falloit qu'offrir quelque choſe à ſon ambition. Louis négocia avec toutes ces puiſſances, & donna le duché de Valentinois à Céſar Borgia, fils du pape.

Dès qu'il eut aſſuré ſes frontières par des traités avec les rois d'Angleterre & d'Eſpagne & avec le fils de Maximilien, l'archiduc Philippe, ſeigneur des Pays-Bas, ſon armée marcha, ſoumit le Milanès en vingt jours, & il arriva peu après pour faire ſon entrée à Milan.

Il en revint preſque auſſi-tôt laiſſant à Jacques Trivulce le gouvernement de cette province.

Alors Ludovic, qui s'étoit retiré en Allemagne, reparut avec une armée, & par une révolution auſſi ſubite que la première, il avoit recouvré preſque tous ſes états, lorſque de nouveaux ſecours arrivèrent de France. Autre révolution : les ſuiſſes, qui faiſoient la principale force de Ludovic, demandèrent leur congé, déclarant qu'ils ne vouloient pas combattre contre leurs compatriotes, qui étoient dans l'armée de France. Ainſi ce prince abandonné, & forcé à ſe déguiſer pour s'enfuir, fut trahi, livré au roi, conduit en France,

& enfermé dans le château de Loches, où il mourut quelques années après. Il reſtoit à faire la conquête du royaume de Naples, où Fréderic III régnoit, car Ferdinand, ſon neveu, venoit de mourir.

Louis, craignant de trouver des obſtacles de la part de Ferdinand le catholique, imagina de l'aſſocier à ſon entrepriſe & de partager avec lui ce royaume. Ils le conquirent en 1501, ils le partagèrent, & en 1505 il reſta tout entier à Ferdinand. Fréderic n'eut de reſſource que dans la généroſité du roi de France, qui lui donna le duché d'Anjou avec trente mille ducats de rente. Les droits de ce prince

à la couronne de Naples ont passé depuis par les filles dans la maison de la Trémouille.

Maximilien, à qui l'Empire avoit refusé des secours, n'avoit pu s'opposer aux succès de Louis : cependant il ne désespéroit pas de le chasser d'Italie. Il vit le moment où la diète de Constance, sollicitée par le pape Jule II, & par les vénitiens, entroit dans ses vues Tout l'Empire alloit armer, si Louis par sa prudence & par son argent, n'eût écarté cet orage. L'empereur obtint seulement douze mille hommes pour aller à Rome recevoir la couronne impériale, & on ne promit de les entretenir que pendant six mois.

En 1508, il fit demander aux vénitiens le paſſage par leurs terres: la république ne le lui accorda, qu'à condition qu'il ne conduiroit point de troupes; & le voyage de Rome fut rompu. Cependant il vouloit prendre le titre d'empereur, & s'il le prenoit ſans avoir été couronné, il craignoit d'offenſer le ſaint ſiège. Dans cette poſition, il imagina un parti moyen; & ſe contentant du titre d'*empereur élu des romains*, il ordonna que déſormais on le lui donnât dans tous les actes. Jules II, n'étant point curieux de couronner un roi des romains, qui ne viendroit à Rome qu'avec une armée, ſe hâta de donner une bulle pour confirmer

ce titre à Maximilien, titre que les rois d'Allemagne ont depuis toujours porté; car auparavant, ils ſe contentoient d'ordinaire juſqu'à leur couronnement de celui de roi des romains.

Maximilien déclara la guerre aux vénitiens dont il vouloit ſe venger. Elle ne fut pas heureuſe: mais ces républicains offensèrent le roi de France, qui leur avoit donné des ſecours; car Louis ayant demandé d'être compris dans la trève qu'ils négocièrent, ils firent leur traité ſans l'y comprendre. Cependant l'empereur plus irrité par les pertes qu'il avoit faites, n'attendoit que l'occaſion de recommencer la guerre. Ainſi la trève faiſoit perdre un

allié à la république, & l'expoſoit par conſéquent à de plus grands dangers. En effet, cette imprudence des vénitiens réunit l'empereur & le roi de France, qui juſqu'alors avoient été ennemis, & attira ſur l'Italie des calamités pires que les précédentes.

Maximilien avoit perdu Philippe ſon fils ; & l'archiduc Charles, ſon petit-fils, étant trop jeune pour gouverner par lui-même, il avoit donné la régence des Pays-Bas à ſa fille Marguerite, cette princeſſe que Charles VIII avoit renvoyée. Or, la guerre que Marguerite avoit avec le duc de Gueldre, parut à l'empereur une occaſion favorable pour former ſecrétement une ligue

contre les vénitiens. Sous prétexte de négocier la paix des Pays-Bas, les ambaſſadeurs des puiſſances ennemies de Veniſe pouvoient ſe raſſembler ſans ſe rendre ſuſpects à cette république, & traiter des moyens de l'humilier. Ceux de Louis, du roi d'Eſpagne & de Jules II ſe rendirent donc à Cambrai ; Marguerite y reçut les pleins pouvoirs de ſon père ; & on y forma une ligue, célèbre par les maux qu'elle cauſa.

On publia ſeulement que ces puiſſances avoient fait une confédération, pour aſſurer entr'elles une paix perpétuelle. Mais l'article ſecret étoit la guerre contre les vénitiens, & chacune d'elles vouloit

faire valoir des droits ſur quelques parties des domaines de cette république. Le pape redemandoit Faenza, Rimini, Ravenne, & Cervia : Maximilien, Padoue, Vicence & Vérone, comme étant des fiefs uſurpés ſur l'Empire, & Tréviſe avec le Frioul, comme appartenant à la maiſon d'Autriche. Le roi de France réclamoit Crémone, Breſcia, Creſme & Bergame, qui avoient été priſes ſur le Milanès. Enfin le roi d'Eſpagne, comme roi de Naples, vouloit rentrer en poſſeſſion de Brindes, de Trani, d'Otrante, que Ferdinand avoit engagées aux vénitiens.

Le roi de France étoit tenu par le traité à commencer la guerre en

perſonne, le premier d'avril de l'année ſuivante 1509. Les troupes du pape & celles du roi catholique devoient auſſi entrer en campagne dans le même tems, & l'empereur, quarante jours après les premières hoſtilités. Afin que ce prince eût une raiſon pour rompre la trève qu'il avoit fait avec les vénitiens, on étoit convenu que Jules l'appelleroit comme avoué de l'égliſe au ſecours du ſaint ſiége. Nous ne devons pas oublier que les confédérés, voulant couvrir leur entrepriſe d'un zèle de piété, déclaroient qu'ils ne vouloient faire la guerre à la république de Veniſe, que par le deſir qu'ils avoient de porter enſuite leurs armes contre

les turcs, ennemis du nom chrétien.

Ce traité n'étoit que l'ouvrage de Maximilien & de Lou[illegible], ou plutôt de Maximilien ſeul, qui ne faiſoit commencer la guerre à ſes alliés, qu'afin de moins haſarder lui-même, & de ſe conduire d'après l'événement. Le pape & Ferdinand n'avoient point donné de pouvoir à leurs ambaſſadeurs pour accéder à une pareille confédération : mais l'empereur & le roi de France penſoient qu'ils ne s'y refuſeroient pas, ſoit parce qu'ils ne l'oſeroient, ſoit parce qu'ils y trouveroient leur avantage. En effet, le roi d'Eſpagne ratifia ce traité, quoique dans le fond il n'approuvât pas une

ligue qui tendoit à l'accroiſſement de la monarchie françoiſe, & qu'il ne jugeât pas devoir riſquer le royaume de Naples, pour reprendre quelques places ſur les vénitiens.

Outre les domaines que le pape revendiquoit, il avoit encore à ſe plaindre de la république de Veniſe où ſon autorité étoit peu reſpectée. Cependant il ne voyoit pas ſans inquiétude le roi de France étendre ſa domination en Italie, & le paſſé lui faiſoit aſſez comprendre combien il importoit au ſaint ſiège d'en exclure tout-à-fait les empereurs. Il tenta donc de négocier avec les vénitiens : il leur apprit la ligue qui avoit été faite en ſon

nom, mais à laquelle il n'avoit pas consenti : & il leur offrit de s'y opposer par toute sorte de moyens, s'ils vouloient lui restituer Faenza & Rimini ; les assurant qu'il ne négligeroit rien de son côté, pour empêcher en Italie l'accroissement de la puissance des barbares. C'est ainsi qu'on nommoit les allemands, les espagnols & les françois. Il eût été bien à souhaiter pour ces barbares mêmes comme pour les italiens, que les papes ne les eussent jamais appelés en Italie.

Si le sénat de Venise eût accepté les offres de ce pontife, le roi catholique auroit trouvé, dans le respect dû au saint siège, un pré-

texte pour ſe ſéparer des ligués auxquels il s'étoit joint malgré lui. Louis, qui ne pouvoit guère compter ſur l'empereur, auroit vraiſemblablement ſuſpendu ſes démarches, & il y a tout lieu de préſumer, que la ligue auroit été ſans effet. Il falloit peu de choſe pour rompre des liens, qui faiſoient violence à des puiſſances naturellement ennemies. Peut-être les vénitiens prévoyoient-ils que cette confédération ne pouvoit pas ſubſiſter, & ils avoient raiſon : mais pour peu qu'elle durât, ils étoient écraſés.

Alors dans un état floriſſant, les vénitiens croyoient devoir à eux-mêmes des ſuccès, qu'ils n'avoient dus qu'à la foibleſſe de leurs voiſins.

Ils meprisèrent donc les puiſſances liguées, & ils furent battus par Louis XII près d'Agnadel. Abattus par ce revers, ils s'humilièrent devant l'empereur & devant le pape; ils abandonnèrent tout ce qu'ils poſſédoient en terre ferme; & Tréviſe fut la ſeule place qui leur reſta, non parce qu'ils la conſervèrent, mais parce qu'elle voulut être fidèle, & que l'empereur, dans le partage duquel elle tomboit, n'y envoya point de troupes.

Maximilien, Jules, Ferdinand & pluſieurs princes d'Italie recueillirent, ainſi que Louis, les fruits de la victoire. Le roi ne ſe ſaiſit que des places qui lui étoient accor-

dées par le traité : il remplit ſeul ſes engagemens, & l'empereur n'ayant point paru, il revint en France.

L'exemple de Tréviſe & la lenteur de Maximilien qui n'avoit ni ſoldats ni argent, fit voir aux vénitiens que comme ils avoient d'abord eu trop de confiance, ils avoient enſuite trop tôt déſeſpéré. Ils ſortirent donc de leurs lagunes, & ils avoient déjà recouvré quelques places lorſque l'empereur parut, mais avec une armée ſi foible, qu'il perdoit un jour ce qu'il avoit pris l'autre. Les actions ſe ſuccédoient : aucune n'étoit déciſive : il ſembloit que de part & d'autre on ne voulût que déſoler le pays.

L'empereur hors d'état de faire

de grandes entrepriſes, propoſoit aux confédérés le ſiége de Veniſe. Louis ne s'en éloignoit pas : mais Jules & Ferdinand n'approuvoient pas un projet, dont le ſuccès ne ſeroit pas pour eux. Le pape, qui déſiroit au contraire de chaſſer d'Italie les barbares, ſe rapprocha des vénitiens : & ayant obtenu du ſénat tout ce qu'il vouloit, il leur accorda l'abſolution des cenſures qu'il avoit fulminées contre la république. Le roi d'Eſpagne à qui les places de la Pouille avoient été reſtituées & qui n'avoit plus rien à demander pour lui, promettoit peu de ſecours à ſes alliés, & en donnoit encore moins. On n'étoit qu'au commencement de la

ſeconde

ſeconde année de la guerre, & déjà éclatoit la déſunion, qui avoit commencé ſourdement dès la première.

Malgré l'abſolution accordée, Louis s'imaginoit que le pape ne l'abandonneroit pas pour les vénitiens. Il étoit aſſez ſimple pour faire des traités avec lui, & pour compter ſur des traités ; tant il étoit loin de ſoupçonner les diſpoſitions de Jules, & cependant il n'étoit pas difficile de les connoître. Etant la puiſſance la plus redoutable au ſaint ſiége, comment pouvoit-il penſer que ce pontife contribueroit à l'affermir en Italie? Il eut bientôt occaſion d'ouvrir les yeux : car Jules & Ferdinand tra-

vaillèrent à réconcilier l'empereur avec les vénitiens, & ils y auroient réuſſi ſi ces républicains, dont la confiance revenoit avec les ſuccès, n'avoient pas fait des propoſitions qui ne pouvoient s'accepter.

Cette tentative ayant échoué, l'empereur & le roi de France, plus unis qu'auparavant, firent un nouveau traité, par lequel ils ſe propoſoient la conquête & le partage de l'Italie. Sans doute qu'il eût été de ce partage comme de celui de Naples. Ces grands projets avortèrent. Car Maximilien ne donnant que de foibles ſecours, Louis ennuyé de fournir ſeul aux frais de la guerre, rappela ſes troupes dans le Milanès, après

avoir enlevé quelques places. Les vénitiens les reprirent bientôt, & le pape devenu leur allié marcha contre le duc de Ferrare, qui étoit entré dans l'alliance du roi de France & de l'empereur. On étoit à la fin de décembre, le froid étoit violent, & cependant Jules fit le ſiége de la Mirandole en perſonne. Il alloit aux tranchées, il viſitoit les batteries, il couroit à cheval pour animer les ſoldats : & la ville ayant capitulé, il entra par la brêche en vainqueur.

Les affaires de l'Europe ſe brouillent plus que jamais. On convoque un concile à Piſe, où Louis & Maximilien citent le pape, qui a formé une ligue contre la France;

& Jules défendant ſous peine d'excommunication de ſe rendre à ce concile, en convoque un autre à Latran. Il a dans ſon alliance les vénitiens, Ferdinand, le roi d'Angleterre & les ſuiſſes, qui depuis Louis XI étoient au ſervice de la France, & que Louis avoit mécontentés en refuſant d'augmenter leurs penſions.

Sur ces entrefaites, Jules tombe dangereuſement malade, & Maximilien ſonge à ſe faire pape lui-même : mais le rétabliſſement de la ſanté du ſouverain pontife fait évanouir ce projet ſingulier, & les choſes, qui auroient pu changer par ſa mort, ſubſiſtent dans le même état de criſe.

Le roi de France avoit trop d'ennemis. A la vérité, ſes généraux gagnent des batailles qui donnent de la frayeur au pape ; & il ſe flatte de ramener Jules à la paix, en lui rendant toutes les conquêtes faites ſur l'état de l'égliſe : ou plutôt partageant les troubles qui déchirent l'ame timorée de la reine, il fait cette reſtitution plus par remords que par politique. Il déſavoue ainſi le ſuccès de ſes armes : il perd bientôt plus qu'il ne vouloit rendre, & les ſuiſſes lui enlèvent le Milanès. Il n'y conſervoit en 1512 que les châteaux de Milan, de Novare, de Crémone & quelques autres places. Alors l'empereur l'abandonne, il

fait une trève avec les vénitiens à la ſollicitation, de Léon X, & il rétablit dans le duché de Milan, Maximilien Sforze, fils de Ludovic.

Jean d'Albret, roi de Navarre, étoit le ſeul allié qui reſtât au roi de France. Le pape l'excommunia par cette raiſon, & en conſéquence Ferdinand envahit la Navarre, qui depuis n'a plus été qu'une province du royaume d'Eſpagne.

Les ennemis de Louis ne reſtent pas long-tems unis: les vénitiens, mécontens du pape & de l'empereur, font avec lui une ligue offenſive: il fait une trève d'un an avec le roi d'Eſpagne: ſon armée repaſſe les Alpes, reprend le Mila-

nès, eſt défaite par les ſuiſſes, revient en France, & ſes conquêtes lui échappent avec la même rapidité qu'il les avoit faites. Les vénitiens eurent ſeuls à ſupporter tout le poids de la guerre.

Jules II étoit mort dans le même tems que le roi de France formoit cette dernière entrepriſe ſur le duché de Milan; & Jean Médicis, frère de Pierre, qui prit le nom de Léon X, avoit été élevé ſur le ſaint ſiège. C'étoit une conjoncture aſſez embarraſſante pour un nouveau pape, que celle où les françois, les allemands & les eſpagnols ſe diſputoient l'Italie. Il eut été de ſon intérêt de n'y ſouffrir ni les uns ni les autres; ne pouvant les

chaſſer tous, il ſe déclara contre la France, qui lui parut plus redoutable. Louis eut donc pour ennemis, le pape, Maximilien, Ferdinand & les ſuiſſes. Il négocia & fit la paix avec tous dans le cours de 1514. L'année ſuivante, il formoit encore de nouveaux projets ſur le Milanès & faiſoit même déjà des préparatifs, mais la France le perdit. Nous diſons qu'elle le perdit, parce que ce fut en effet une perte. Brave, équitable, appliqué, humain, il fit rendre la juſtice, il mit la diſcipline dans ſes troupes, il aima véritablement ſes ſujets & il en fut aimé. Quelque diſpendieuſes qu'aient été ſes guerres, il ne s'eſt jamais permis

d'augmenter les impôts, qu'il avoit diminués conſidérablement au commencement de ſon règne. Il ſoutint ſes entrepriſes en mettant de l'ordre dans ſes finances, & en ſe retranchant le ſuperflu, ſi néceſſaire au commun des grands. Il eſt vrai qu'il a mal connu les intérêts des puiſſances qui l'environnoient : mais l'Europe étoit dans une ſituation bien nouvelle, & cela peut l'excuſer. S'il fut la dupe de Maximilien, de Jules & de Ferdinand le catholique, qui étoit fourbe, & qui faiſoit gloire de l'être ; ce fut moins l'effet d'un défaut de lumières, que de la droiture de ſon ame. Enfin s'il n'a pas eu toutes les qualités d'un grand prince,

il a du moins montré pour ſon peuple toutes celles d'un bon père; & on auroit également retrouvé en lui les unes & les autres, s'il n'eût pas porté ſes armes en Italie. Il a réuni la Bretagne à la couronne.

Louis n'ayant point laiſſé d'enfant mâle, François, comte d'Angoulême, d'une autre branche de la maiſon d'Orléans, lui ſuccéda. Ce nouveau roi, dans la vingt-unième année de ſon âge, plein de courage & de feu, avec une belle ame, un cœur généreux, de l'eſprit, beau, bien fait, rempli de graces (car tout cela donne de la confiance), flatté parce qu'il étoit ſur le trône, & digne en effet de

louanges, parce qu'aucun prince n'avoit donné de plus grandes eſpérances : ce roi, diſons-nous, trouvoit des préparatifs déjà tout faits pour une conquête ; il avoit la paix avec tous ſes voiſins : les vénitiens, ſes alliés, l'appeloient : des courtiſans, jeunes comme lui, lui prodiguoient d'avance les titres de duc de Milan, de roi d'Italie ; que ne pouvoit-il pas conquérir ? Tout l'invitoit donc, & nous n'avons plus qu'à le ſuivre. Il marcha dès la première année de ſon règne, après avoir renouvelé les traités de paix avec l'archiduc Charles, & avec les rois d'Angleterre & d'Eſpagne. Pourquoi faut-il que les princes s'aveuglent au

point d'aller tous échouer contre le même écueil ?

Pour paſſer les Alpes, il n'y avoit en apparence que deux chemins praticables : l'un par le Mont-Cenis, l'autre par le Mont-Genèvre : mais les ſuiſſes s'en étoient ſaiſis. Fiers de leurs dernières victoires, ils ſe regardoient comme les arbitres de l'Europe ; & il n'avoit pas été poſſible de les ramener dans l'alliance de la France. Entreprendre de forcer ces paſſages, ç'eût été expoſer l'armée à être retardée, &, par conſéquent, à manquer de vivres : car il eût été impoſſible d'en conduire pour long-tems. Il fallut donc prendre un chemin que les ſuiſſes ne gardoient

doient pas, parce qu'on le croyoit assez défendu par les lieux qu'on jugeoit inaccessibles. Il fallut rompre des rochers, jeter des ponts, élever avec des machines l'artillerie, la descendre de même, & recommencer ces travaux à chaque montagne qui s'élevoit encore. Cependant l'avant-garde arriva en cinq jours dans une plaine à deux lieues de Coni.

L'arrivée subite des françois jeta l'épouvante parmi les troupes espagnoles & papales. Elles refusèrent d'aller joindre les suisses, & ceux-ci se plaignoient déjà de ne point voir l'argent, que les confédérés leur avoient promis. On négocia bientôt: on conclut même des traités,

& le roi de France paroiſſoit n'avoir plus qu'à prendre poſſeſſion du duché de Milan. Mais le cardinal de Sion, qui ſe ſignaloit par ſa haine contre la France, engagea les ſuiſſes à ſurprendre les françois, qui marchoient ſur la foi des traités, & qu'il ſuppoſoit n'être pas ſur leurs gardes. S'il ſe trompa, les ſuiſſes étoient trop braves pour n'oſer pas combattre, parce qu'ils n'avoient pas ſurpris l'ennemi. L'action commença le treize de ſeptembre, deux heures avant le coucher du ſoleil, elle continua pendant pluſieurs heures de la nuit; & elle fut ſuſpendue pour recommencer à la pointe du jour.

Le combat avoit été interrompu:

cependant on ne s'étoit en quelque ſorte pas ſéparé. Chacun prit du repos où il ſe trouvoit. Le roi paſſa lui-même la nuit ſur l'affut d'un canon, & à ſon réveil, il vit qu'il avoit dormi à cinquante pas d'un bataillon ſuiſſe.

Les ennemis revinrent à la charge. Le combat, auſſi vif que la veille, dura pluſieurs heures avec un avantage égal. Enfin les ſuiſſes commencèrent à plier, ils cédèrent, mais ils ne furent pas mis en déroute, & ils ſe retirèrent en bon ordre à Milan. Ils perdirent dix mille ou quinze mille hommes; & les françois deux mille ou ſix mille. Les hiſtoriens ne s'accordent pas ſur la perte des deux partis: il eſt

ſeulement certain qu'il périt beaucoup de monde. Trivulce, qui s'étoit trouvé à dix-huit batailles, dit que ce n'étoit que des jeux d'enfans au prix de celle-là. Le roi pluſieurs fois en danger de la vie, reçut pluſieurs coups dans ſes armes, & ſe battit en héros. Cette action ſe paſſa près de Marignan en 1515.

La conquête du Milanès fut le fruit de cette victoire; Maximilien Sforze vint à Paris manger une penſion de ſoixante mille ducats, que François lui donna. Les vénitiens recouvrèrent tout ce qu'ils avoient avant la ligue de Cambrai: & le roi fit avec le pape un traité dont nous parlerons bientôt.

Le roi catholique étant mort l'année ſuivante, l'archiduc Charles, petit-fils de Maximilien, & fils de Jeanne héritière de Ferdinand, ſe trouva maître à quinze ans des Pays-Bas, de l'Eſpagne, du royaume de Naples; & après la mort de Maximilien, arrivée en 1519, il fut élu empereur dans la diète de Francfort. Jamais prince en Europe n'auroit eu d'auſſi vaſtes états, s'il eût fallu les conquérir: mais on acquéroit des royaumes par des alliances, & les peuples étoient devenus des eſpèces d'immeubles, dont les propriétaires, qu'on nommoit ſouverains, diſpoſoient à leur gré. L'uſage faiſoit leur droit.

CHAPITRE II.

Des papes dans le quinzième ſiècle, & de l'origine du Luthéraniſme dans le ſeizième.

LA néceſſité de réformer l'égliſe dans ſon chef & dans ſes membres, a été reconnue dans le quinzième ſiècle, & c'eſt tout le fruit qu'on a retiré des conciles de Conſtance & de Bâle. Pouvoit-on travailler efficacement à la réforme, tant que les papes étoient aſſez puiſſans pour éluder les décrets des conciles œcuméniques ? Il falloit d'abord abattre leur puiſſance : c'eſt à quoi ils ont contribué eux-mêmes.

Plus la cour de Rome étoit ambitieuſe & téméraire, plus elle étoit éloignée de prévoir les circonſtances, de les préparer & de les tourner à ſon avantage. Sa politique devoit donc échouer parce qu'elle avoit réuſſi ; car n'ayant d'abord dû ſes grands ſuccès qu'à certaines conjonctures, elle n'en devoit plus avoir de pareils, dès que les conjonctures n'étoient plus les mêmes. Déjà on lui réſiſtoit, & réſiſter, c'étoit commencer de vaincre ; puiſque les papes, foibles par eux-mêmes, n'étoient puiſſans que par l'opinion.

Avant Charles VIII, les puiſſances de l'Europe ſe formoient ſéparément ; elles s'obſervoient peu ;

parce que ne pouvant encore tenter d'entrepriſes conſidérables au-dehors, aucune n'étoit capable de donner de l'ombrage à toutes les autres. On ne connoiſſoit point ces confédérations, qui tendent à faire de l'Europe un corps politique, dont toutes les parties ſe balancent. Les papes ſeuls pouvoient quelquefois remuer tous les peuples, comme dans le tems des croiſades. A l'abri d'une autorité, dont on reſpectoit juſqu'aux abus, ils ſe faiſoient une monarchie univerſelle, contre laquelle on ne ſe liguoit pas, parce qu'il ſe trouvoit toujours des princes intéreſſés à la reconnoître. Dans ces circonſtances favorables à leur ambition, ils

étoient le centre où ſe dirigeoient toutes les forces, & d'où elles s'échappoient avec effort pour exciter des commotions de côté & d'autre. Ils remuoient à la vérité l'Europe, pour y cauſer des déſordres : mais eux ſeuls pouvoient en remuer enſemble toutes les parties.

On ouvrit enfin les yeux ſur l'abus qu'ils faiſoient de leur puiſſance. Cependant tous les princes ſe ſeroient ligués, qu'ils auroient été trop foibles. Puiſque la ſuperſtition armoit les peuples pour les papes, il falloit que le clergé, forcé à ſe défendre, étudiât & répandît des lumières : il falloit que la néceſſité de ſe ſouſtraire aux

vexations de la cour de Rome, lui fît un intérêt de combattre une ſoumiſſion aveugle qu'il avoit prêchée lui-même : il falloit qu'un long ſchiſme apprît à juger des cenſures, & que des pontifes ennemis fuſſent dans la néceſſité de mendier la protection des ſouverains : il falloit, en un mot, que l'égliſe aſſemblée avouât ſes déſordres, & entreprît de ſe réformer.

La foibleſſe même des empereurs porta coup à la puiſſance du ſaint ſiège. Leur impuiſſance ayant fait ceſſer les querelles entre le ſacerdoce & l'empire, le pape ceſſa d'être l'objet de l'attention de toute l'Europe. En perdant un ennemi redoutable, il parut moins redou-

table lui-même ; il ne conſerva plus toute la conſidération qu'il avoit uſurpée ; & on retrancha de celle qui lui étoit due.

Depuis le milieu du quinzième ſiècle, ces pontifes, qui auparavant étoient en quelque ſorte par-tout, paroiſſoient ſe retirer peu-à-peu pour ſe renfermer dans l'Italie : les mouvemens qu'excite leur ambition inquiète, ne s'étendent guère plus au-delà ; & leur influence ſur le reſte de l'Europe diminue tous les jours. De petites guerres entre de petits princes & de petites républiques, deviennent plus que ſuffiſantes pour les occuper, & encore parmi ces petites guerres, ils ſe trouvent petits eux-mêmes. S'ils oſent for-

mer de grands projets, comme de faire marcher tous les princes chrétiens contre les turcs, on ne les écoute pas. Il eſt vrai que leur ambition étant plus bornée, elle eut auſſi plus de ſuccès : car c'eſt principalement pendant cet intervalle qu'ils achevèrent d'affermir leur autorité dans Rome. Mais on voit le rôle ſubalterne qu'ils jouent, lorſque placés entre le roi de Naples, les florentins, le duc de Milan & les vénitiens, ils ſont forcés de paſſer continuellement d'une alliance dans une autre. Leur foibleſſe ſe montre encore davantage quand les françois, les allemands & les eſpagnols paroiſſent en Italie. N'oublions pas que quelques-uns

contribué à diminuer leur puiſſance temporelle, lorſqu'ils ont ſacrifié les intérêts du ſaint ſiége à l'ambition d'élever leur famille.

Cependant quelque foibles que fuſſent les papes, ils étoient encore aſſez puiſſans pour empêcher l'exécution des décrets des conciles de Conſtance & de Bâle, & ils entretenoient tous les abus qui enrichiſſoient la chambre apoſtolique, c'eſt-à-dire, l'appel de toutes les affaires au ſaint ſiège, la collation de tous les bénéfices, les réſerves, les graces expectatives, les annates, les indulgences, les diſpenſes, les décimes & les dépouilles des bénéficiers qui mouroient. Car les papes s'étoient établis héritiers de

tous les bénéficiers ; & non-seulement, on se saisissoit des fruits restans du bénéfice, mais encore des ornemens des églises, ou même des biens qu'un bénéficier tenoit de sa famille : si les parens vouloient y mettre quelque opposition, on les excommunioit.

Giannone (*a*) remarque, que ces abus régnoient sur-tout en Italie, & qu'il y en avoit même eu de plus grands à Naples sous les rois de la maison d'Anjou : car ces princes forcés de ménager la cour de Rome, n'avoient jamais osé

(*a*) Dans son histoire de Naples. Aucun écrivain n'a mieux connu les abus qui se sont introduits dans la discipline de l'église.

s'oppoſer à aucune de ſes entrepriſes. Il n'en fut pas tout-à-fait de même ſous les rois de la maiſon d'Arragon : ils remédièrent à quelques-uns, autant du moins qu'ils le purent ſans employer des moyens violens. Alphonſe I, par exemple, ne permit point à la chambre apoſtolique de s'approprier les dépouilles des bénéficiers qui mouroient.

On réſiſtoit davantage en Allemagne à toutes ces exactions, ou plutôt on s'en plaignoit plus haut. Depuis 1450 les diètes ont toujours été occupées des moyens de les empêcher ; mais Fréderic III étoit trop indolent pour y porter remède, & Maximilien avoit trop de ménagemens à garder avec les papes.

C'eſt en France ſeulement que la réſiſtance produiſit tout l'effet qu'on pouvoit déſirer : car la pragmatique ſanction, rédigée par le clergé d'après les décrets du concile de Bâle, fut approuvée par Charles VII en 1438, & publiée pour être obſervée dans toute l'étendue du royaume. Tant que ce prince vécut, elle eut force de loi : ni les négociations des papes, ni les cenſures dont ils menaçoient le roi, ne purent la faire révoquer.

Charles étant mort en 1461, le pape Pie II promit le chapeau de cardinal à Jouffroi, évêque d'Arras, s'il réuſſiſſoit à faire abolir la pragmatique. Louis XI y conſentit, parce qu'on lui fit eſpérer que le

pape favoriſeroit les droits de René d'Anjou ſur le royaume de Naples, & qu'il auroit en France un légat qui nommeroit aux bénéfices, afin d'empêcher l'argent de ſortir du royaume. L'évêque d'Arras, chargé de porter cette nouvelle à Pie II, apprit en chemin que le pape ſatisfait de ſes ſervices, l'avoit nommé cardinal. Alors, pénétré de reconnoiſſance, il n'eut rien de plus preſſé que de lui communiquer l'abrogation de la pragmatique, & il oublia tout-à-fait l'article du légat & celui du royaume de Naples. Mais Louis, voyant qu'il avoit été trompé, ne ſe mit pas en peine de faire publier & enregiſtrer l'édit de révocation, de ſorte que les

choſes reſtèrent à-peu-près dans l'état où elles étoient auparavant.

Paúl II ſucceſſeur de Pie, reprit cette affaire, & promit encore le chapeau à Ballue, évêque d'Evreux, qui avoit beaucoup de part à la confiance de Louis XI. Les rois ſont preſque toujours mal ſervis, lorſque leurs miniſtres attendent des graces d'une cour étrangère; la pragmatique fut donc révoquée pour la ſeconde fois, mais le parlement refuſa d'en enregiſtrer l'édit, l'univerſité en appela au futur concile.

Cette conduite du roi ne fit que cauſer des troubles dans l'égliſe de France. D'un côté, Pie & Paul prétendirent, en conſéquence de

la révocation, disposer des bénéfices, des graces expectatives, &c. comme avant la pragmatique; & de l'autre, le parlement, l'université & le clergé ne cessèrent de crier contre les abus, qui se renouveloient. En 1478, Louis XI, mécontent de la cour de Rome, parut vouloir rétablir la pragmatique, cependant rien ne fut décidé. Charles VIII laissa les choses dans l'état où il les avoit trouvées. En 1499, Louis XII ordonna que la pragmatique seroit inviolablement observée; quelque tems après l'Empire présenta aussi un mémoire à Maximilien sur les vexations de la cour de Rome, & proposa d'adopter en Allemagne la pragmati-

que de Charles VII. Enfin ce fut ſous prétexte de réformer l'égliſe, que l'empereur & le roi de France firent convoquer le concile de Piſe, auquel ils citèrent Jules II : mais les guerres d'Italie, pendant leſquelles les intérêts varioient continuellement, ne permettoient pas de ſuivre les projets qu'on avoit formés ; & on ne terminoit jamais rien.

La victoire de Marignan avoit forcé le pape à s'allier avec la France ; il avoit même été obligé d'abandonner Parme & Plaiſance, que le ſaint ſiège avoit acquis pendant les guerres de Louis XII. Cette circonſtance parut donc favorable à François I pour régler tous les différens qu'il avoit avec

la cour de Rome, & il eut à cet effet une entrevue à Bologne avec Léon. La concluſion des conférences fut un concordat, qui eſt conforme à la pragmatique dans quelques articles, qui en abroge pluſieurs, qui en modifie d'autres, & qui en omet à deſſein. On n'a garde, par exemple, d'y parler des annates ni de l'autorité des conciles. C'eſt que ſur ces deux points on vouloit laiſſer aller les prétentions de la cour de Rome, ſans paroître ni les combattre ni les autoriſer.

La collation des bénéfices eſt ce que le concordat a de plus particulier : car ſans aucun égard pour les élections, qui étoient de droit

par la pragmatique, il y eſt déclaré que les ſujets ſeront nommés par le roi & pourvus par le pape.

Par cet accord le roi crut acquérir du pape la nomination, dont le pape n'avoit pas droit de diſpoſer : le ſaint ſiège conſerva les annates, parce que, quoiqu'on n'en parlât point, l'intention n'étoit pas de donner les bulles pour rien ; & les chapitres perdirent le droit d'élire. Ce qu'il y a de plus ſingulier, c'eſt que le roi ait eu beſoin de la cour de Rome pour s'arroger la diſpoſition des bénéfices ; & ce qui l'eſt plus encore, c'eſt qu'on croit en France que le roi n'en puiſſe aujourd'hui diſpoſer qu'en vertu de ce concordat.

Ce concordat eut de la peine à paſſer en France. Le parlement refuſa d'abord de l'enregiſtrer ; il l'enregiſtra enſuite en proteſtant ; & lorſqu'il y eut des procès entre un élu & un nommé, il jugea toujours en faveur du premier.

Le concordat n'étant pas exécuté, devenoit donc inutile : le roi pour lui donner force de loi, ôta la connoiſſance des cauſes bénéficiales à ſon parlement, & la donna au grand conſeil. Depuis ce tems les rois de France ont joui, ſans conteſtation, du droit de nommer : droit que le royaume paye au ſaint ſiège, à chaque bénéfice qui vaque ; & cependant le ſaint ſiège n'en pouvoit pas diſpoſer, puiſqu'il ap-

partenoit au roi ſeul, dès que le peuple ne le conſervoit pas. Mais enfin le concordat a fait un bien, parce qu'au moins on ſait ce qu'on doit payer ; au lieu que quand il n'y avoit rien de réglé, les prétentions illimitées de la cour de Rome pouvoient toujours cauſer des troubles. L'Allemagne en eſt la preuve.

Léon étoit magnifique, généreux & même diſſipateur. Les revenus du ſaint ſiège, quels qu'ils fuſſent, ne pouvoient ſuffire à ſes dépenſes: il avoit épuiſé ſes tréſors & ſes reſſources. La guerre contre les turcs, qu'on projettoit toujours & qu'on ne faiſoit pas, étoit un prétexte ſi uſé, que les eſpagnols, quoique

quoique dévoués à la cour de Rome, ne ſe laiſſoient plus prendre à ce piège. Ils venoient de ſe refuſer à une bulle, qui ordonnoit aux eccléſiaſtiques de payer le dixième de leurs revenus; & le pape s'étoit vu dans la néceſſité de déſavouer ſon légat. Les italiens avoient été plus dociles ; car cet impôt fut levé à la rigueur, ſur-tout, dans l'état eccléſiaſtique. Enfin Léon avoit partagé avec les rois d'Angleterre & de France les décimes qu'il leur avoit accordées ſur le clergé, & que ces princes étoient dans l'habitude de demander au pape, comme au ſouverain qui pouvoit ſeul en diſpoſer. Tout cela étoit d'un foible ſecours pour ce

pontife. Cependant il vouloit achever l'égliſe de S. Pierre, que Jules II avoit commencée, & qui devoit coûter des ſommes immenſes : cette égliſe étoit donc un prétexte pour de nouvelles exactions, dont une partie devoit être employée à toute autre choſe.

Il ne douta pas que toute la chrétienté ne dût & ne voulût contribuer à cet édifice ; il penſa que s'il eſt des cas où l'on peut donner des indulgences pour de l'argent, c'eſt ſans contredit, celui où l'on ſe propoſe de bâtir un temple au prince des apôtres. Il en fit donc publier dans toute l'Europe en 1517, & il les offrit à des conditions ſi aiſées à ceux qui voudroient con-

tribuer de quelque ſomme, qu'on ne pouvoit s'y refuſer.

Juſqu'alors les peuples d'Allemagne avoient recherché les indulgences avec plus de paſſion que les autres : il y a un terme à tout, & les diètes ſe plaignoient que ce commerce devenoit ruineux pour l'état. Ces plaintes n'auroient peut-être produit aucun effet, ſi les auguſtins, auparavant en poſſeſſion de prêcher les indulgences, n'avoient vu avec jalouſie qu'on donnoit cette commiſſion aux dominicains. Ce fut la principale cauſe des troubles qui s'élevèrent.

Les nouveaux prédicateurs donnèrent des armes contr'eux. Soit pour ſe rendre dignes de la préfé-

rence, ſoit pour augmenter leurs profits, ils exagérèrent ridiculement le prix des indulgences, & ils avancèrent des maximes toutes nouvelles. Leur conduite ajouta encore au ſcandale de leur doctrine; car on les voyoit tenir leurs bureaux dans des cabarets, & conſumer en débauches ce que le peuple ſuperſtitieux refuſoit à ſes beſoins.

Ces déſordres ſe commettoient en Saxe, où le vicaire général des auguſtins avoit beaucoup de crédit, parce qu'il étoit allié & ami de l'électeur. Il fit donc à ce ſujet des repréſentations à ce prince, un des plus puiſſans de l'Allemagne, & il n'eut pas de peine à l'indiſpoſer

contre les indulgences & contre les dominicains. Ce fut alors que les auguſtins, aſſurés de la protection de l'électeur, ſaiſirent l'occaſion de ſe venger. Martin Luther, qui avoit parmi eux le plus de réputation, arma le premier. Il ne conteſta pas à l'égliſe le droit d'accorder des indulgences, il montra même du reſpect pour le ſaint ſiège & pour la perſonne du pape; il n'attaqua d'abord que les abus.

Il eſt vraiſemblable que Léon auroit prévenu les maux dont on étoit menacé, ſi dans ces commencemens, ſe conduiſant avec quelque modération, il eût ſeulement paru vouloir remédier aux abus dont tout le monde ſe plaignoit.

Mais pendant que les dominicains défendoient juſqu'aux abus des indulgences, & que les auguſtins, dans la chaleur de la diſpute, étoient tentés d'attaquer les indulgences mêmes, le pape citoit Luther, publioit des bulles contre lui, & ſollicitoit les puiſſances d'Allemagne à le punir.

Les diètes, auxquelles Léon portoit ſes plaintes, étoient bien éloignées d'entrer dans ſes vues. Elles ne voyoient encore rien à reprendre dans la doctrine de Luther; puiſqu'il s'élevoit contre des abus, qu'elles condamnoient depuis longtems; ou s'il enſeignoit des erreurs, elles déclaroient qu'elles n'en pouvoient être juges. Elles demandoient

donc une réforme, un concile général; & en attendant, elles repréſentoient les griefs de l'Allemagne contre les entrepriſes du ſaint ſiège. Celle de Nuremberg, entr'autres, fit quelque tems après, à ce ſujet, un mémoire qui renfermoit cent articles.

Luther, ſe voyant ſoutenu par les puiſſances ne garda plus de meſures contre le pape qui le pourſuivoit. Toujours plus hardi & plus violent, il défendoit une thèſe qu'on lui conteſtoit, en avançant une thèſe encore plus téméraire. Il demanda raiſon de l'autorité que les papes s'arrogeoient : il vit des abus dans les uſages les plus anciens & les plus généralement reçus;

& agitant d'autant plus de queſtions qu'on le contrediſoit davantage, il prétendit trouver des erreurs juſques dans les dogmes.

Cependant le nombre de ſes partiſans augmentoit tous les jours, parce que plus les eſprits s'échauffoient, moins on étoit capable de remarquer & de blâmer les excès auxquels il s'abandonnoit. Déjà ſon nom retentiſſoit dans toute l'Europe, les peuples ſembloient lui demander ce qu'ils devoient croire, & il paroiſſoit deſtiné à les éclairer.

Ainſi, devenu plus opiniâtre, autant par les contradictions que par les applaudiſſemens, il ſe vit engagé plus avant qu'il n'avoit pu

prévoir. Il ne vouloit que relever quelques abus ; & cependant on attend de lui qu'il entreprenne une réforme générale. Il eſt étonné lui-même du perſonnage qu'il joue dans le monde : mais ce perſonnage flatte ſa vanité ; & il n'a plus d'autre ambition que de le ſoutenir.

La révolution que fit ce novateur, fût ſi ſubite, que les meilleurs eſprits eurent à peine le tems de la preſſentir ; c'eſt ce qu'on voit par la manière dont en parle Eraſme, qui vivoit alors, & qui étoit l'homme le plus éclairé de ſon ſiècle. « Luther, dit-il, s'étoit acquis dans les commencemens une grande conſidération, parce qu'il avoit attaqué avec intrépidité les

mœurs du ſiècle. Il n'épargnoit ni les cardinaux, ni la majeſté même du ſouverain pontife. Cette hardieſſe tenoit les eſprits en ſuſpens: on s'imaginoit que l'amour de la vertu, de la vérité, & le deſir d'être utile au genre humain le faiſoient agir. Il conſervoit encore de la modeſtie dans ſes mœurs : il paroiſſoit fort éloigné de défendre avec opiniâtreté ſes ſentimens : il ne l'étoit pas moins des paradoxes monſtrueux, qu'il a depuis haſardés : il ſe ſoumettoit au jugement des gens de bien & à la déciſion de l'égliſe catholique. Je l'avouerai, cet homme m'en avoit preſque impoſé ; je me perſuadois voir en lui un homme zélé qui pouvoit

être dans l'erreur, mais qui n'avoit point envie de tromper, & qui reprenoit ſeulement avec trop de violence des mœurs d'ailleurs très-repréhenſibles ».

Si Luther en impoſa à Eraſme, il en impoſa à bien d'autres; ajoutons qu'il s'en impoſa à lui-même, car il n'avoit probablement pas formé le projet qu'il exécuta. On ne connut donc le mal, que quand il avoit fait ſes progrès; & comme il étoit trop tard pour y remédier, ceux qui s'étoient engagés dans l'erreur, ſe trouvèrent trop avancés pour reculer. Les diſciples de Luther ſe multiplièrent: ils défendirent à l'envi la doctrine de leur maître: ils l'enhardirent par

leur fanatiſme. Chacun d'eux, animé du même eſprit, ambitionna d'avoir part à la réforme : chacun ſe crut fait pour régler la croyance des peuples ; & s'ils ſe divisèrent, cette diviſion même entretenoit une ſorte de fermentation qui contribuoit à répandre l'erreur, & qui, brouillant tout, ne permettoit preſque plus à la multitude de connoître la vérité. On compte juſqu'à trente-neuf ſectes ſorties du luthéraniſme, toutes ennemies, mais toutes réunies contre l'égliſe.

Dans cette confuſion, les peuples ne voyoient que les abus contre leſquels les luthériens s'élevoient, & auxquels on déſiroit un remède : c'eſt auſſi ſous cet abri

que

que les novateurs répandoient le venin de leur doctrine. Ils paroiſſoient apporter la réforme, & ils corrompoient la foi : cependant ils intéreſſoient les princes à les protéger, parce qu'ils leur montroient les richeſſes des égliſes, comme des biens qui avoient été uſurpés ſur eux, & qu'ils étoient en droit de reprendre. Ils entraînoient même dans leur parti un grand nombre d'eccléſiaſtiques & de moines ; parce qu'en condamnant le célibat & les vœux monaſtiques, ils ouvroient les portes des couvens à tous ceux qui ſe dégoûtoient du cloître & de la chaſteté. Ils offroient donc des appas à tout le monde, à la multitude la réforme des abus, au

clergé la licence, & aux ſouverains les tréſors de l'égliſe : telles ſont les principales cauſes de la rapidité étonnante du luthéraniſme. En 1522, que Léon mourut, il y avoit cinq ans que cette héréſie avoit commencé, & cependant la prétendue réforme étoit déjà établie à Zurich ; elle étoit protégée en Saxe : elle avoit des ſectateurs preſque dans toute l'Allemagne : enfin pluſieurs princes de l'empire & les diètes mêmes paroiſſoient diſpoſées à la recevoir. Ces erreurs s'étendront encore davantage, & ce ſera une ſource de calamités.

CHAPITRE III.

De l'Angleterre ſous Henri VII & ſous Henri VIII, juſqu'à la mort de Maximilien.

LE peuple le plus jaloux de ſa liberté ſe ſoumet enfin à un gouvernement même tyrannique; lorſque, épuiſé par une ſuite de guerres, il ne lui reſte plus que le ſouvenir de ſes longues calamités & la crainte d'en éprouver encore de pareilles. Alors l'autorité du prince peut s'étendre d'autant plus, que les familles où l'amour de l'indépendance ſe perpétuoit, ſont préciſément celles qui ſe ſont éteintes, parce que ce ſont celles qui ont

été le plus exposées. Tel est l'effet que les guerres entre les maisons d'York & de Lancastre avoient produit, quoiqu'on n'eût pas combattu pour la liberté de la nation; & c'est dans ces circonstances que Henri VII monta sur le trône.

On observe la même chose à Rome après le second triumvirat, & l'on voit avec quelle promptitude le sénat devint bas & rampant sous les empereurs. Cependant comme Auguste avoit eu la sagesse de mettre des bornes à sa puissance, Tibère, quoique jaloux de son autorité, fut forcé à garder des ménagemens. Il n'osa gouverner par lui-même en maître absolu: & voulant toujours paroître agir par

le ſénat, il imagina d'en faire l'inſtrument de ſa tyrannie. Caligula ne crut pas avoir beſoin de tant de précautions; & il mit ſes caprices à la place des loix. Enfin, depuis ce tyran, la puiſſance des empereurs n'eut des bornes que lorſqu'ils furent aſſez ſages pour s'en preſcrire eux-mêmes.

Or, les troubles continuels de l'Angleterre n'avoient jamais permis de déterminer exactement les droits reſpectifs du ſouverain & de la nation. Les chartres jurées, éludées, violées, n'établiſſoient que des prétentions; &, de part & d'autre, on avoit franchi tour-à-tour les limites tracées trop confuſément.

Perſonne en Angleterre ne ſavoit donc préciſément, quels étoient les droits de la royauté. Quand on l'auroit ſu, le peuple paroiſſoit devoir aimer mieux ſouffrir des injuſtices, que de prendre les armes. Henri pouvoit donc étendre à ſon gré ſes prérogatives : il pouvoit être un tyran ou un roi juſte; c'étoit à ſon choix : mais il n'eſt donné qu'à un grand homme, de bien choiſir en pareil cas.

La nation avoit toujours été portée pour la maiſon d'York : les droits de celle de Lancaſtre étoient équivoques : ceux de Henri VII l'étoient encore plus, puiſqu'il n'appartenoit à la dernière que par une branche bâtarde. Son ſeul titre étant

de ſe trouver en poſſeſſion de la couronne par une victoire, titre odieux, & par conſéquent peu ſûr, il pouvoit en acquérir un meilleur, en épouſant Eliſabeth, héritière de la maiſon d'York. C'étoit ſon deſſein : mais ſi la reine venoit à mourir avant lui, il n'étoit plus rien, & pouvoit devenir le ſujet d'un fils qu'il en auroit eu. Il vouloit donc d'abord s'aſſurer le trône à lui-même. Il falloit le demander à la nation : dans l'embarras de motiver ſa demande, il ne la motiva point, & un parlement le reconnut.

Inquiet, il s'adreſſa l'année ſuivante à la cour de Rome, & Innocent VIII lui donna par une bulle,

tous les droits qu'il pouvoit deſirer. Il ſeroit difficile de décider, dit M. Hume, ſi le roi pouvoit retirer autant d'avantages de cette bulle, qu'il pouvoit en prévoir d'inconvéniens, en décélant ainſi lui-même l'invalidité de ſes droits, & en invitant le pape à prendre un aſcendant auſſi dangereux ſur les ſouverains.

Après avoir épouſé Eliſabeth, il auroit dû confondre ſes droits avec ceux de la reine, & ſaiſir cette occaſion pour achever d'éteindre les haines qui diviſoient encore les deux partis. Il ne falloit que les favoriſer également : mais, peu maître de ſes paſſions, il ne ſut pas ſeulement voiler l'antipathie qu'il

ſentoit contre les partiſans de la maiſon d'York. Il les perſécuta : il affecta, pour les humilier, d'élever leurs ennemis. Ainſi il devint ſur le trône chef de faction, & il força ſes ſujets à former un parti contre lui : cette conduite toujours imprudente, l'étoit ſur-tout, pour Henri, qui n'ignoroit pas combien la maiſon d'York étoit chère au peuple. Il en vit les effets dès la ſeconde année de ſon règne.

Il avoit fait renfermer dans la tour de Londres Warvick, prince de la maiſon d'York ; mais dont la jeuneſſe & les droits éloignés ne devoient pas donner d'inquiétude. Un bruit ſourd s'étant répandu que Warvick s'étoit échappé de ſa pri-

ſon, le public reçut cette nouvelle avec empreſſement, & la crut vraie, parce qu'il déſiroit qu'elle le fût. Auſſi-tôt des ennemis du gouvernement profitent de ces diſpoſitions; ils produiſent un faux Warvick: Lambert Simnel, fils d'un boulanger, oſe jouer ce perſonnage; & il eſt couronné en Irlande.

Pour déſabuſer les anglois, Henri n'eut qu'à montrer au peuple le Warvick véritable: il n'en fut pas de même des Irlandois, ils perſiſtèrent dans leur révolte, accuſant le roi d'avoir produit un impoſteur. Ils reçurent enſuite des ſecours, que leur envoya Marguerite de la maiſon d'York, veuve de Charles, duc de Bourgogne; & ils osèrent en-

treprendre la conquête de l'Angleterre : la bataille de Stoke, où ils perdirent leurs chefs & quinze mille hommes, ruina tout-à-fait leur parti. Simnel, alors trop mépriſable pour donner de l'inquiétude, paſſa du trône dans la cuiſine du roi, où on l'employa aux plus bas ſervices.

La facilité avec laquelle l'impoſture de Simnel avoit d'abord réuſſi, fait voir combien on étoit mécontent du gouvernement : mais la néceſſité, où l'on avoit été de recourir à un moyen extraordinaire, montre auſſi combien il étoit difficile de porter le peuple à la révolte. Cependant on n'en imaginoit pas alors de meilleur, & on tenta de

l'employer une ſeconde fois. Dans le deſſein de faire revivre le duc d'York, que Richard III avoit fait périr, on jetta les yeux ſur Perkin Warbec, qu'on jugea propre à jouer ce perſonnage. Ce jeune homme, qui étoit fils d'un Juif converti, avoit été tenu ſur les fonts par Edouard IV. Depuis, errant de contrée en contrée, d'aventure en aventure, de métier en métier, il s'étoit formé à toutes ſortes de rôles : il avoit de l'eſprit, des manières nobles & une figure intéreſſante.

Marguerite, ducheſſe douairière de Bourgogne, qui tramoit toute cette intrigue, engagea Charles VIII, alors en guerre avec Henri,

à donner aſyle au prétendu duc d'York. La conduite de Perkin en France, & l'accueil que la cour lui fit, accréditèrent le menſonge. Tout retentit bientôt du mérite du prince: on ſe racontoit ſes malheurs: on ſe nourriſſoit de l'eſpérance de le voir rétabli ſur le trône de ſes ancêtres: tout le monde s'intéreſſoit à ſa fortune; & la renommée, ayant porté cette nouvelle en Angleterre avec des exagérations, comme elle fait toujours, on y fut encore plus crédule qu'en France, parce qu'on avoit plus d'intérêt à l'être: quantité de gentilshommes anglois vinrent offrir leurs ſervices au duc d'York ſuppoſé.

Cependant Perkin, forcé de ſortir

de France, lorſque Charles fit ſa paix avec Henri, ſe refugia en Flandre auprès de Marguerite. Cette princeſſe affecta de ne pouvoir ajouter foi au roman de ce jeune homme. Elle ne vouloit plus croire légèrement, diſoit-elle, depuis qu'elle avoit été trompée par Simnel. Elle parut chercher des preuves, elle voulut faire cet examen en préſence de ſa cour : elle entra ſcrupuleuſement dans le détail des plus petites circonſtances : étonnée enfin de la vérité qui la frappoit, elle reconnut, dans Perkin, ſon neveu, le fils d'Edouard IV, le ſeul héritier des Plantagenets.

Cette ſcène, adroitement jouée, ne laiſſa plus de ſoupçons. L'An-

gleterre reçut avec avidité l'hiſtoire de la délivance du duc d'York. Le peuple crut, parce qu'il aime le merveilleux ; la nobleſſe, parce qu'elle étoit mécontente ; & la conſpiration ſe formoit déjà.

Henri commença par conſtater la mort du véritable duc d'York ; il répandit enſuite des eſpions, qui, feignant de s'attacher à Perkin, entrèrent dans toute ſa confidence. Par ce moyen, les conjurés furent découverts, arrêtés, convaincus, punis, & l'Angleterre fut détrompée. L'impoſteur oſa cependant faire enſuite de nouvelles tentatives ; mais elles le conduiſirent à la potence.

Deux conſpirations diſſipées af-

fermirent Henri ſur le trône. On ſe fit la plus grande idée de la politique, avec laquelle il avoit dévoilé des impoſtures, où toute l'Europe avoit été trompée : & on n'oſa plus remuer contre un prince vigilant, ferme & ſévère.

Plus craint, il en fut plus abſolu. Cependant, naturellement ſoupçonneux, il le devint encore par les efforts mêmes qu'il fit pour ſe raſſurer : car n'ignorant pas qu'on le regardoit comme un uſurpateur, & qu'il avoit aliéné une partie de ſes ſujets, il imagina d'écarter ſes craintes, en ſe faiſant craindre tous les jours davantage ; il ne ſentit pas qu'on ſe met dans la néceſſité de craindre ſoi-même, lorſqu'on

ne règne que par la terreur ; & que quand même tout trembleroit, on ſe figureroit encore des ſujets de crainte. Auſſi ſon inquiétude croiſſoit avec ſon fils, parce que cet enfant avoit plus de droit que lui à la couronne. Il faut gagner la confiance & l'affection de ſes peuples : c'eſt le vrai ſecret de ſe rendre abſolu.

On eût dit que, ſe regardant ſur le trône, comme en paſſant, Henri amaſſoit des richeſſes pour un tems où il ne régneroit plus. Il étoit d'une avarice inſatiable : il accumuloit pour accumuler. Non content des ſubſides que ſes parlemens ne lui refuſoient jamais, il vendit pluſieurs fois la paix à la France,

quoiqu'il eût été payé de ſes ſujets pour faire la guerre. Il mit des impoſitions arbitraires ſous le nom de don gratuit. Après avoir fait ſervir les formalités de la juſtice à l'oppreſſion des riches, il en abandonna bientôt juſqu'à l'apparence ; autoriſant ſes miniſtres à faire arrêter les citoyens qu'ils jugeoient à propos, & à leur vendre enſuite la liberté comme une grace. En un mot, ce règne fut celui des vexations. Le deſpotiſme prit la place des loix : & le ſouverain ne parut occupé que des moyens de s'enrichir, en dépouillant ſon peuple. Henri mourut en 1509, laiſſant à ſes ſucceſſeurs une puiſſance dont ils abuſeront, & qui leur ſera tôt

ou tard funeſte. C'eſt en quoi ſon règne eſt une époque.

On apprit, avec une joie indécente, la mort de ce prince, & on ſe promit des tems plus heureux ſous le règne de ſon fils. Cependant la beauté du jeune roi, ſa vivacité, ſon adreſſe & ſes graces en étoient ſeuls garans ; mais le peuple ſe laiſſe facilement ſéduire aux qualités extérieures & ſuperficielles.

Henri VIII, âgé de dix-huit ans, n'avoit aucune connoiſſance des affaires publiques, parce que ſon père, ſoupçonneux, avoit eu ſoin de l'en tenir éloigné. Néanmoins il n'étoit pas ignorant. Les progrès qu'il avoit faits dans les belles-lettres, faiſoient eſpérer qu'il réuſſi-

roit dans toute autre étude. On ne pouvoit pas prévoir qu'il ſe livreroit à des controverſes bien étranges pour un roi, & qu'il ne ſeroit bientôt qu'un mauvais théologien. Dans un ſiècle où des moines oſoient entreprendre de réformer l'égliſe, il étoit bien à craindre qu'un roi abſolu prît ſur lui cette réforme. Si cet eſprit, trop ardent, qu'on ſe flattoit devoir être tempéré par l'âge, s'échauffoit au contraire par les contradictions, il ne pouvoit manquer de dégénérer en fanatiſme; & le fanatiſme dans un prince, dont le pouvoir eſt illimité, pouvoit-il ne pas produire la tyrannie? Réuniſſant en lui les titres des maiſons d'York & de Lancaſtre,

il éteignoit enfin deux vieilles factions : il en devoit faire naître de nouvelles & de bien plus dangereuſes.

La comteſſe de Richemond, ſa grand'mère, vivoit encore. Cette femme prudente, à laquelle il eut la ſageſſe de déférer, lui fit compoſer ſon conſeil des hommes, qui ayant acquis la connoiſſance des affaires ſous le dernier règne, avoient le moins mérité la haine du peuple. Fox, évêque de Wincheſter, ſecrétaire du petit ſceau, & le comte de Surry, tréſorier, eurent le plus de part à l'autorité. Tous deux avoient flatté l'économie du feu roi : le premier par caractère, le ſecond par politique : Fox s'oppoſa

donc aux dépenſes dans leſquelles le jeune Henri étoit entraîné par ſes paſſions ; & Surry au contraire ne ceſſoit d'applaudir aux diſſipations de ce prince.

C'eſt un axiome généralement reçu dans les cours, où le grand art d'un miniſtre eſt de ne trouver rien d'impoſſible, quand il s'agit d'amuſer le ſouverain. Mais ces miniſtres, habiles aux yeux des courtiſans, ſont des fléaux aux yeux du peuple. Ils ourdiſſent la honte & les malheurs d'un roi qu'ils forment à la tyrannie. Henri aura bientôt diſſipé tous les tréſors de ſon père : il faudra mettre de nouveaux impôts, pour donner de nouvelles fêtes, & ſes ſujets gémi-

ront, tandis qu'il ne ſera dans ſes plaiſirs que le jouet d'un miniſtre, qui le gouvernera pour l'immoler à ſon ambition.

Ce prince monta ſur le trône dans le commencement des guerres, que la ligue de Cambrai avoit allumées. Cette conjoncture étoit des plus favorables. Riche, abſolu dans un royaume tranquille, il pouvoit être acteur ou ſimple ſpectateur, faire pencher la balance à ſon choix, par ſon alliance, recherchée des deux partis, & ne prendre les armes, que pour en retirer des avantages. Mais, inconſidéré par caractère, autant que par défaut d'expérience, jaloux de mériter le titre de roi très-chrétien,

que Jules lui offroit, impatient de prendre la défenſe du ſaint ſiège contre des ennemis qu'il appeloit impies, & s'enivrant déjà de ſes prétentions ſur la France, il entra témérairement dans la ſainte ligue: c'eſt ainſi qu'on nommoit la ligue formée contre Louis XII.

Il concerta le plan de cette guerre avec Ferdinand, qui n'eut pas de peine à le tromper. Ses troupes, débarquées à Fontarabie, devoient être jointes par celles d'Eſpagne, & le rendre maître de la Guienne: elles ſervirent ſeulement à faciliter au roi catholique la conquête du royaume de Navarre.

Lorſque les intrigues de Léon eurent détaché Maximilien de l'alliance

liance de Louis, Henri entra avec la même confiance, dans la nouvelle ligue qu'il ſe forma. Au commencement de juin 1513, il deſcendit à Calais, comptant ſur ſes armes & ſur ſes alliés. Vingt-cinq mille ſuiſſes ſe préparoient à faire une diverſion en Bourgogne, excités par l'argent qu'il leur avoit envoyé, & par la haine qu'ils avoient alors contre la France : Maximilien, à qui il avoit auſſi donné de l'argent, promettoit des ſecours conſidérables : en un mot, il ſembloit que Louis ne pourroit jamais réſiſter à tant d'ennemis. Mais les ſuiſſes remplirent ſeuls leurs engagemens ; & l'empereur continuoit toujours de n'entrer dans les confédérations ;

que pour profiter de l'argent & des forces de ſes alliés. Il n'en pouvoit pas trouver de plus propre à ſes vues. Auſſi ne donna-t-il que fort peu de ſoldats : & bien aſſuré, qu'en flattant la vanité de Henri, il ſeroit réputé avoir fait au-delà de ſes promeſſes, il joignit lui-même l'armée, & il voulut n'être qu'un des ſoldats de ce prince. Ce ſoldat à cent écus de paye, fut reſpecté de ſon général, & dirigea toutes les opérations de la campagne.

La journée des éperons, ou la bataille de Guinegate, dans laquelle les françois, mis en déroute, firent uſage de leurs éperons plus que de leurs armes, fut un commencement auſſi brillant pour le roi d'Angle-

terre, qu'effrayant pour Louis : mais ce ne fut que cela. Henri, vainqueur à la tête de cinquante mille hommes, porta la désolation jusqu'aux portes de Paris : cependant lorsqu'il pouvoit profiter de ce moment de terreur, pour achever la ruine de l'armée françoise, il revint au siège de Térouane, place peu importante, & laissa à ses ennemis le tems de se reconnoître.

Ce n'étoit pas l'intérêt de Maximilien que Henri conquît la France : il lui importoit seulement que ce roi, dont le voisinage étoit moins à redouter, eût sur ses frontières quelques places, qui couvrissent la Flandre contre les entreprises des

françois. Il lui conſeilla donc le ſiège de Tournai. Un prince ne doit compter ſur ſes alliés, qu'autant qu'ils ont les mêmes intérêts que lui : c'eſt ce dont Henri ne ſe doutoit pas. Il vit une conquête dans l'acquiſition de Tournai, & il ne remarqua pas qu'il en laiſſoit échapper de plus grandes. La priſe de cette place finit une campagne plus diſpendieuſe que glorieuſe : mais les ſuccès n'en furent que plus exagérés par les courtiſans qui vouloient flatter le roi d'Angleterre.

Les ſuiſſes ne firent rien en Bourgogne. Louis de la Trémouille, hors d'état de défendre cette province, leur fit des propoſitions ; &

ils furent assez simples pour les écouter, sans examiner seulement s'il avoit pouvoir de traiter avec eux. La Trémouille leur promit tout ce qu'ils exigèrent, trop heureux de s'en débarrasser, & bien assuré d'ailleurs qu'il seroit désavoué.

Le roi de France, à qui les dangers de la dernière campagne faisoient sentir le besoin de la paix, saisit habilement le moment de négocier & de réparer ses fautes. Léon n'y étoit pas contraire. Depuis que Louis avoit perdu le Milanès, il étoit de son intérêt de rétablir l'équilibre, & de rompre par conséquent une ligue, qui tendoit à rendre Maximilien trop redoutable. Le roi d'Espagne vieux

& infirme, n'avoit plus la même ambition, & ſe trouvoit trop heureux de pouvoir jouir dans le repos des provinces qu'il avoit acquiſes. Enfin Maximilien, toujours avec des projets & toujours ſans reſſources, étoit d'un caractère à écouter toute propoſition, où il verroit quelque avantage. Louis offroit donc à ces deux princes de marier ſa fille Renée avec Charles ou avec Ferdinand, leurs petits-fils, promettant de céder pour dot ſes droits ſur le Milanès. La négociation eut tout le ſuccès qu'il avoit eſpéré.

Léon avoit deſiré la paix. Il l'avoit faite lui-même avec le roi de France : mais il ſouhaitoit que Louis ne fût pas en état de faire

valoir ſes droits ſur le Milanès, il eût encore voulu qu'il ne les eût pas cédés à des princes, dont il prévoyoit la puiſſance. Cette ceſſion lui donnoit de l'inquiétude.

Henri ne put pas contenir ſon indignation, lorſqu'il apprit le traité que ſes alliés avoient fait avec la France. Voyant évanouir tous les ſuccès qu'il ſe promettoit, & dont ſes flatteurs étoient les garans, il cria à la trahiſon; il jura de ſe venger. Le duc de Longueville, alors priſonnier en Angleterre, l'entretint dans ſes diſpoſitions; il lui rappela la mauvaiſe foi de Ferdinand; il lui montra l'inconſtance de Maximilien, & il lui fit entrevoir une alliance plus avantageuſe

& plus sûre avec Louis, dont la probité étoit reconnue.

Le roi de France, à qui Longueville apprit que Henri ne montroit pas d'éloignement pour la paix, approuva les démarches que le duc avoit faites, & lui donna pouvoir de conclure. Le traité fut bientôt fait : on le scella même du mariage de Louis avec Marie, sœur du roi d'Angleterre.

Après avoir vu la conduite de Henri avec les autres puissances, il est tems de considérer son administration dans l'intérieur du royaume.

Le fils d'un boucher gouvernoit alors l'Angleterre. Thomas Wolsey, c'est ainsi qu'il se nommoit, devenu

ſous le dernier règne, doyen de Lincoln & aumônier du roi, s'ouvrit ſous Henri VIII un chemin à la plus grande fortune. Admis à la familiarité de ce prince, il en flatta les paſſions, c'eſt-à-dire, qu'il en gagna la confiance parmi les plaiſirs auxquels il l'excitoit. Il ſaiſit tous les momens de lui rendre ſuſpects ceux qui avoient part à l'adminiſtration. Il lui fit remarquer les jalouſies qui les diviſoient : il lui repréſenta, qu'ayant été mis en place par ſon père, ils ne tenoient rien de lui, qu'ils ne pouvoient lui être attachés ; & qu'ils prendroient peu-à-peu d'autant plus d'aſcendant, qu'il paroîtroit avoir plus beſoin d'eux.

De ces réflexions, Wolſey concluoit que le parti le plus prudent pour le roi, ſeroit de donner toute ſa confiance à un homme qui lui dût ſa fortune ; & il déſiroit que le miniſtre choiſi aimât les plaiſirs, afin qu'il ſût faire de l'art de gouverner un amuſement ſans travail & ſans ennui. Henri goûta ſes conſeils, & choiſit pour miniſtre celui qui les lui donnoit.

Wolſey ſut bientôt écarter tous ceux qui étoient dans le miniſtère. Il leur donna des dégoûts, qui les engagèrent à ſe retirer ; & réuniſſant en lui tous les départemens, il reſta avec toute l'autorité. On loue ſon impartialité, ſon équité, ſon jugement, ſa pénétration, &

la connoiſſance qu'il avoit des loix. Mais l'hiſtoire le repréſente avec une ambition inſatiable, avec un faſte encore plus grand, & avec une ame toujours prête à ſacrifier ſon maître à ſes vues intéreſſées. Léon, qui connut le crédit & le caractère de ce miniſtre, ſe hâta de le faire cardinal.

Pendant que Henri ſe partageoit nonchalamment entre les plaiſirs & les belles-lettres, Wolſey, qui entroit dans ſes lectures & dans ſes amuſemens, ſe chargeoit ſeul du faix de l'adminiſtration : il avoit ſeulement ſoin de ménager l'amour-propre du roi, & de lui cacher, par des ſoumiſſions affectées, l'aſcendant qu'il prenoit, & qu'il lui

avoit fait redouter dans les autres.

François I régnoit alors en France, & moins politique que Wolſey, il prenoit hautement un aſcendant marqué ſur tous les princes. La jalouſie de Henri ſe réveilla au bruit des armes du vainqueur de Marignan, car il ſe croyoit ſur-tout fait pour la guerre.

Le cardinal offenſé contre François dont il avoit eſſuyé un refus, alluma de plus en plus ces ſentimens jaloux, & entreprit de faire de ſon maître l'inſtrument de ſa vengeance.

Il falloit cependant un prétexte pour prendre les armes. On crut le trouver dans quelques liaiſons

de

de la France avec l'Ecoſſe, ennemie naturelle de l'Angleterre. Auſſitôt on offre à Maximilien des ſommes conſidérables pour l'engager à faire une entrepriſe ſur la Lombardie. L'empereur ne ſe refuſoit jamais à de pareilles propoſitions. Il prit l'argent, paſſa les Alpes, fut repouſſé devant Milan, fit la paix avec le roi de France, la vendit aux vénitiens, & revint en Allemagne.

Henri avoit donc perdu ſon argent & un allié, & il n'attendoit de ſecours d'aucun prince. Ferdinand le catholique ne pouvoit plus ſonger qu'au moment où il auroit à rendre compte d'une longue ſuite de ſuccès & d'infidélités. L'archiduc Charles, ſon héritier, n'avoit garde

de ſe brouiller avec la France, qui auroit pu le troubler à la mort du roi d'Eſpagne. Enfin les vénitiens étoient alliés de François, dont l'aſcendant contenoit juſqu'au pape même. Henri forcé de renoncer à la guerre, revint donc aux lettres & aux plaiſirs.

Sur ces entrefaites Ferdinand mourut. François à qui l'agrandiſſement de Charles donnoit de l'inquiétude, connut alors combien il lui importoit de renouveller ſon alliance avec le roi d'Angleterre ou plutôt avec Wolſey; car c'étoit avec le miniſtre qu'il falloit traiter. L'amiral Bonnivet fut chargé de cette négociation. Adroit, inſinuant, il ſut flatter l'orgueil du

cardinal : il lui témoigna combien le roi regrettoit de n'avoir pas cultivé l'amitié d'un homme, dont il faiſoit autant de cas ; il rejetta les torts qu'on avoit eus avec ſon éminence, ſur des mal-entendus qui pouvoient ſe réparer ; & il anima ſi bien cet eſprit plein de vanité, qu'il lui perſuada de ſe déclarer ouvertement pour une alliance avec la France.

Alors François établit une correſpondance particulière avec Wolſey, lui confiant ſes affaires les plus ſecrètes, & le conſultant comme un oracle en politique. Le cardinal flatté de l'amitié d'un prince le plus grand de l'Europe à tous égards, ne put ſe refuſer au déſir qu'avoit

le roi de France de recouvrer Tournai, & la reſtitution en fut faite en 1518. Et afin de colorer cette ceſſion aux yeux des anglois, cette ville fut donnée pour dot à Marie, fille de Henri, dont on arrêta le mariage avec le dauphin.

François continuant de careſſer le cardinal, l'appela ſon père, ſon tuteur, ſon gouverneur; c'eſt qu'il vouloit encore obtenir la reſtitution de Calais. Cette négociation extraordinaire étoit entamée, lorſque Maximilien mourut au commencement de 1519.

Henri n'ignoroit pas le commerce de ſon miniſtre avec le roi de France : mais bien loin d'en prendre ombrage, il s'applaudiſſoit de

donner ſa confiance à un homme, dont on recherchoit les lumières. Il eut encore le plaiſir de connoître que ſon choix étoit agréable à la cour de Rome ; car Léon nomma Wolſey ſon légat en Angleterre. On verra combien Henri étoit aveugle & inconſidéré.

CHAPITRE IV.

Conſidérations ſur l'Europe au commencement du ſeizième ſiècle, & par occaſion, ſur les effets du commerce.

DEPUIS que Charles VIII attira ſur la France les yeux de toute l'Europe ; les principales puiſſances n'ont pas ceſſé de s'obſerver ; &

pendant que chacune cherchoit à s'aggrandir, toutes enſemble paroiſſoient occupées des moyens d'établir une ſorte d'équilibre entr'elles.

Dans une ſituation auſſi nouvelle, les princes ne ſavent quelle conduite tenir, ou plutôt ils ne connoiſſent pas combien leur ſituation eſt nouvelle. Ils ne ſentent pas combien elle eſt délicate : ils agiſſent témérairement, comme ils auroient fait dans toute autre conjoncture : ils veulent faire des conquêtes, ſans avoir examiné ſi elles compenſeront le prix qu'elles doivent coûter, & encore moins s'ils les conſerveront. Leurs intérêts, ceux de leurs alliés, ceux de leurs

ennemis, tous leur ſont inconnus : ils ſont des alliances, ils s'en repentent : ils en font d'autres, qu'ils rompent encore : ils ne prévoient rien : avec beaucoup de confiance en leurs forces, ils jugent mal de celles qu'on peut leur oppoſer : ils ſuſcitent par leurs entrepriſes de nouveaux ennemis contr'eux : & bientôt ſans reſſource, ils échouent au milieu des ſuccès même : en un mot, la paix, la guerre, les traités, tout ce qu'ils font, montre en eux une inquiétude qui les met au haſard ; en ſorte que toujours mécontens de la poſition où ils ſe trouvent, ils n'en ſavent jamais choiſir une qui leur convienne.

Ce n'eſt pas en cela ſeul que

l'Europe offre dans le ſeizième ſiècle un ſpectacle tout nouveau. Les armes à feu, dont l'uſage avoit commencé dans le quatorzième, devenues plus communes, changeoient entièrement la manière de faire la guerre. Les arts, qui reparoiſſoient en Italie, perfectionnoient le goût qui les avoit produits, & faiſoient prendre aux mœurs un nouveau caractère.

L'imprimerie, inventée depuis environ un demi-ſiècle, répandoit de nouvelles opinions, de nouvelles erreurs & de nouvelles diſputes juſques dans le peuple, & paroiſſoit réſerver les vraies connoiſſances pour un petit nombre d'eſprits privilégiés qui ſe tenoient

à l'écart. Tandis que les découvertes des philoſophes étoient preſque ignorées du public, ou n'étoient connues que pour être combattues par le préjugé ou par la ſuperſtition, les queſtions des moines troubloient l'Europe & l'égliſe, & préparoient les peuples à s'égorger. Cette fermentation, qui portoit les abus à leur comble, produiſoit par-là même un bien; parce qu'elle faiſoit ſentir les vices des anciennes études, & en faiſoit déſirer de meilleures. On commençoit à penſer qu'il ne faut pas juger des choſes par l'uſage : on découvroit des abus : on voyoit qu'ils régnoient depuis long-tems; & on ſentoit le beſoin d'étudier l'antiquité. Mais

parce qu'on n'avoit pas assez de critique pour cette étude, on n'en raisonnoit guère mieux : seulement l'érudition tenoit lieu de raison. On se passionnoit pour ses opinions, on n'interrogeoit pas les anciens pour apprendre d'eux la vérité, mais pour combattre ce qu'on avoit intérêt de blâmer dans les modernes. C'est ainsi que les novateurs changeoient le culte, & leurs innovations changeoient encore, & compliquoient les vues politiques des nations. Cependant l'église, qui perdoit des provinces, se reformoit elle-même, les ecclésiastiques se corrigeoient de leurs désordres : les peuples abandonnoient les pratiques superstitieuses ; & la discipline

qui se perfectionnoit, ramenoit partout de meilleures mœurs, ou du moins des mœurs moins grossières. Enfin la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, à la fin du quinzième siècle, & un nouveau passage qu'ouvrit Vasquez de Gama aux Indes orientales en doublant le cap de Bonne-Espérance, faisoient dans toute l'Europe une révolution qui changeoit la fortune & les mœurs des rois, des peuples & des citoyens. Arrêtons-nous un moment sur ce dernier objet.

Le commerce qui s'étend, verse en Europe les richesses des deux Indes : l'or & l'argent deviennent plus communs : l'avarice qui s'est assouvie si long-tems par les armes,

pourra donc ſe ſatisfaire par des moyens moins deſtructifs ; & parce qu'il ſe fera des fortunes rapides, on ſera d'autant plus porté à diſſiper, qu'il paroîtra plus facile d'acquérir. Alors les arts ſe multiplient : le luxe ſe répand : la molleſſe le ſuit. Les grands ſeigneurs par conſéquent, plus recherchés dans leurs habits, dans leur table, dans leurs équipages ; dans leurs frivolités, perdront inſenſiblement la paſſion qu'ils avoient pour le métier des armes ; la molleſſe à laquelle ils s'accoûtumeront, les y rendra même moins propres. Au lieu de mettre leur faſte dans le nombre de leurs ſoldats, ils le mettront dans la multitude de leurs valets. Toujours

plus voluptueux, leur dépenſe excédera leurs revenus : ils vendront leurs domaines : ils dérangeront, ils ruineront leur fortune, ils auront beſoin de ſecours pour ſe ſoutenir dans leur premier éclat : ils en ſeront plus ſoumis, les ſouverains plus abſolus, le peuple moins opprimé ou du moins opprimé par un moindre nombre de tyrans.

De nouvelles familles s'éleveront : des roturiers poſſéderont les plus belles terres, il n'y aura plus de riches & de pauvres. Les nobles ſans biens, déprimés ou amollis, ceſſeront d'être à redouter : mais auſſi ils ne ſeront plus ſi propres à ſervir l'état. Cependant les riches qui prendront leur place, ne les

remplaceront pas : car leur fortune & encore plus la manière dont ils l'ont faite, traîne à ſa ſuite tous les vices du luxe ; c'eſt même elle qui les porte juſqu'aux derniers excès, & elle ne donne pas ce point d'honneur, qui caractériſe la nobleſſe & qui ſe forme dans le métier des armes.

Le luxe fera refluer l'or & l'argent des riches ſur les citoyens qui cultivent les arts. La ſoif du gain multipliera donc les artiſtes & les artiſans. Un grand nombre qui augmentera tous les jours, ſubſiſtera des produits du luxe, le laboureur quittera la charrue pour un métier : les villes ſeront plus peuplées : les campagnes le ſeront moins.

A meſure que le luxe fera des progrès, le commerce & les arts fleuriront davantage, & l'opulence ſera plus grande, mais dans les villes ſeulement : & on trouvera plus de misère dans la campagne. En effet, ſi le luxe pouvoit ſe répandre juſques dans les hameaux, l'aiſance ſeroit par-tout, & il n'y auroit proprement de luxe nulle part : puiſque cela ne ſe peut pas, il faut bien que les campagnes ſoient d'autant plus pauvres, que les villes ſeront plus riches.

Nous ne prétendons pas parler des campagnes, qui ſont aux environs d'une ville opulente, ou qui ont avec elles un commerce ouvert & facile : car celles-là, elles ſont

de la ville, comme certaines villes de province ſont de la campagne.

Les campagnes étant plus pauvres, ſeront moins peuplées : ayant moins de laboureurs, elles ſeront plus mal cultivées. Elles ne fourniront donc plus aſſez de matière première pour les arts néceſſaires au luxe. Il faudra donc la tirer des pays étrangers. Une nation tend donc par ſon luxe à ruiner de plus en plus ſon agriculture, & à faire fleurir celle de ſes voiſins.

Les campagnes ſe dépeuplant, il ne ſera plus poſſible d'y lever le même nombre de ſoldats. Cependant les valets & les artiſans qu'on enrôlera dans les villes, ſeront peu propres à la guerre. Il eſt vrai que

cet inconvénient ſeroit moindre, ſi on levoit de plus petites armées: mais le luxe qui ſe portera ſur tout, pour tout corrompre, voudra qu'on en lève de plus grandes. Les princes, au lieu de compter leurs ſujets, chercheront dans leurs finances le nombre de ſoldats qu'ils peuvent payer; & faiſant même de faux calculs, ils leveront des armées qu'ils ne pourront entretenir qu'en chargeant les peuples d'impôts. La dépopulation augmentera donc encore. Il faudra pourtant que le ſouverain fourniſſe auſſi à ſon luxe & à celui de ſes courtiſans: & parce que le luxe croît d'une année à l'autre par des accroiſſemens qui doublent, triplent, qua-

druplent ; il faudroit trouver des moyens pour doubler, tripler & quadrupler les revenus du prince ; lorſque la misère des peuples double, triple & quadruple elle-même. Toutes les grandes opérations du gouvernement auront pour objet de trouver ces moyens. On ne ſongera qu'à faire de l'argent, & puis à faire encore de l'argent, juſqu'à ce que l'état ſoit totalement ruiné.

Monteſquieu a remarqué que la proportion des ſoldats au reſte du peuple, pouvoit être aiſément d'un à huit dans les anciennes républiques ; c'eſt-à-dire, dans celles de Rome, de Sparte & d'Athènes.

Le même écrivain ajoute qu'au-

jourd'hui, dans le dix-huitième ſiècle, la proportion des ſoldats au reſte du peuple eſt d'un à cent; & que par conſéquent un prince qui a un million de ſujets, ne peut, ſans ſe détruire lui-même, entretenir plus de dix mille hommes de troupes. S'il vouloit donc en avoir vingt mille, il ſeroit dans le même cas que les anciennes républiques, quand elles armoient la quatrième partie de leurs citoyens: car elles le pouvoient abſolument, toutes les fois qu'il s'agiſſoit de faire un dernier effort.

Pour comprendre cette différence qui étonne d'abord, on n'a qu'à imaginer que les nations de l'Europe ſont des peuplades de cartha-

ginois : en effet, on voit alors que du nombre de citoyens en état de porter les armes, il faudra retrancher tous ceux qui ſont néceſſaires au commerce, à la navigation, aux arts, & encore tous les riches, qui conſumant dans l'oiſiveté & dans la molleſſe les produits du luxe, ſont conſacrés au faſte des grandes villes.

Ce n'eſt pas tout : les progrès du luxe feront naître encore d'autres claſſes de citoyens, qu'on nommera financiers, banquiers, agioteurs, & dont la profeſſion ſera de faire valoir l'argent; c'eſt-à-dire, de contribuer moyennant un certain profit, à le faire circuler pour la commodité des commer-

çans & des riches. Ces hommes ne mettront dans le commerce que leur crédit. Ils s'enrichiront donc ſans enrichir l'état ; car ceux-là ſeuls apportent des richeſſes réelles, qui mettent dans le commerce des choſes qui ſe conſomment & qui ſe reproduiſent. Le crédit des hommes à argent eſt utile au commerce, comme les chemins & les rivières : il facilite l'échange des marchandiſes. Mais commerceroit-on avec des chemins & des rivières, ſi les terres ne produiſoient rien ? Ce ſont donc les cultivateurs ſeuls, qui mettent des richeſſes réelles dans l'état.

Il arrivera encore que la conſommation croîtra avec le luxe.

On conſommera non-ſeulement une plus grande partie des choſes dont on connoiſſoit déjà l'uſage : mais on en conſommera encore de bien d'autres eſpèces. Les droits des princes ſe multiplieront : leurs revenus en ſeront plus grands : ils ſeront aſſez riches pour tenir toujours des troupes ſur pied. C'eſt un avantage : cependant il faudra ſacrifier bien des hommes à la perception des droits & des impôts, & d'autant plus qu'on ſimplifiera moins la manière de les lever.

Les ſouverains voudront avec raiſon favoriſer les manufactures établies dans leurs états, ainſi que la conſommation des denrées qui s'y cultivent. Ils imagineront pour

cela d'empêcher la contrebande; c'eſt-à-dire, l'entrée des étoffes & des denrées étrangères. En conſéquence ils employeront des milliers d'hommes à garder les provinces frontières & les portes des villes; c'eſt-à-dire, qu'ils les enleveront à l'agriculture & à la défenſe de l'état, pour ôter la liberté au commerce qu'ils croiront protéger. D'après ces conſidérations il eſt aiſé de comprendre comment la proportion des ſoldats au reſte du peuple, ſera d'un à cent ou même moindre encore.

Ce ne ſeroit pas une reſſource que d'armer ces commerçans, ces artiſans, ces riches, ces financiers, &c. On en feroit des ſoldats qui

périroient par les fatigues, avant d'avoir vu l'ennemi. On bouleverſeroit entièrement le ſyſtême du gouvernement : on ruineroit le commerce : on tariroit entièrement la ſource des richeſſes, & cependant les tems ſont arrivés, où l'argent eſt en effet le nerf de la guerre.

Continuons, & en nous tranſportant au commencement du ſeizième ſiècle, tâchons de prévoir tous les effets du commerce dans les ſuivans.

Le commerce ſe fait par le moyen du crédit & par le moyen de l'argent.

Le crédit que ſe font les commerçans, peut en quelque ſorte doubler l'argent, le tripler, le quadrupler,

drupler, &c. La confiance mutuelle qu'ils ont en leur induſtrie & en leur bonne foi, en eſt la raiſon. Car chacun d'eux, comptant d'être payé un jour, donne d'avance plus de marchandiſes qu'on ne lui en paye.

Le crédit tenant lieu du double, du triple ou du quadruple de l'argent monnoyé, il en réſultera des avantages : les échanges ſe feront plus facilement & plus promptement : l'induſtrie en aura plus d'activité, & un plus grand mouvement répandra plus de vie dans les branches du commerce.

Si le commerce ne ſe faiſoit qu'avec de l'argent, il ſeroit moins rapide & moins étendu : mais on

ſeroit toujours en état de faire face à ſes affaires, parce qu'on ne pourroit entreprendre qu'à proportion de ſes fonds. Lorſqu'au contraire, il ſe fait avec du crédit, on eſt tenté de profiter de la confiance; on forme entrepriſes ſur entrepriſes; on s'endette beaucoup au-delà de ce qu'on a; & on eſt bien moins riche en fonds qu'en crédit.

Comme l'avidité du gain jettera les commerçans dans des entrepriſes qui excéderont leurs fonds, le luxe portera les hommes les plus opulens à dépenſer beaucoup plus qu'ils ne peuvent. Le crédit ſeul ſoutiendra donc les grandes fortunes : on aura peu de bien & on devra beau-

coup. Ce ſera le ſiècle des riches mal aiſés.

Mais les choſes n'en reſteront pas-là ; car il en ſera des nations comme des citoyens. Elles voudront auſſi profiter de leur crédit : elles emprunteront pour ſoutenir une guerre diſpendieuſe : elles ne ſeront pas acquittées, qu'elles ſeront obligées d'emprunter encore pour en ſoutenir une autre : il y en aura enfin qui devront plus qu'elles n'auront, & même plus qu'elles ne vaudront.

Une fortune qui n'eſt qu'en crédit, eſt toute en opinion, elle ne tient à rien. Elle ſera donc renverſée à la première inquiétude, qui diminuera la confiance. Alors

on verra des banqueroutes, & en conſidérant la ruine des familles, on pourra préſager le ſort des nations puiſſantes ſeulement par le crédit.

Dans cet état violent où l'Europe ſe trouvera tôt ou tard, il ſera difficile d'aſſurer ſa fortune. On ne ſaura comment placer ſon argent, parce que l'abus du crédit aura détruit toute confiance. Les gens ſages ſeront donc obligés de dire avec Horace, *hoc erat in votis : modus agri non ita magnus.* Ainſi après avoir fait bien des efforts pour s'enrichir, on ſera trop heureux d'avoir un champ à cultiver.

L'Europe étoit bien miſérable, lorſqu'elle étoit couverte de tyrans

& de ſerfs. Heureuſement toute cette barbarie a diſparu ; & il n'eſt pas douteux que ce ne ſoit en partie le fruit du commerce & des arts de luxe. Car l'activité qu'ils répandent, donne une nouvelle vie à tous les citoyens : les fortunes commencent à dépendre moins des titres, que de l'induſtrie ; & il s'établit une ſorte d'égalité, parce que l'homme de rien qui a des talens, s'élève, tandis que le grand qui en manque, tombe.

Cette eſpèce d'égalité qu'amène le luxe, étoit un avantage tant qu'il y avoit encore des reſtes du gouvernement féodal ; parce qu'elle devoit achever de la détruire : mais depuis il n'en eſt pas de même,

parce qu'elle ne tend plus qu'à confondre toutes les conditions, & à ſubſtituer à la diſtinction des nobles & des roturiers, celle des riches & des pauvres. Le luxe a donc détruit un mal, pour en produire un autre.

Il rendra les mœurs plus douces & plus polies ; c'eſt encore un avantage ; mais il le fera acheter, en rendant les corps plus mous & plus foibles. En un mot, le luxe fera à-peu-près ſur tous les peuples qu'on a vus ſi féroces, ce que fait une ſaignée ſur un malade qui a le tranſport : elle l'affoiblit & le calme.

Juſqu'ici nous avons parlé pour & contre le commerce, parce que

nous en voyons naître du bien & du mal. Eſſayons maintenant de nous faire des idées plus préciſes.

Il faut diſtinguer le commerce intérieur qui ſe fait entre les différentes provinces d'un état, & le commerce extérieur qui ſe fait avec l'étranger.

Les monarchies de l'Europe ſont formées chacune des domaines de pluſieurs ſeigneurs, qui pour ſe faire des revenus avoient établi des droits d'entrée & de ſortie ſur toutes les marchandiſes. Les ſouverains, en acquérant ces domaines, ont cru trouver un gain à conſerver ces mêmes droits; & ils ont mis des entraves au commerce intérieur. Or, qu'importe d'attirer

chez vous des richeſſes étrangères, ſi vous ne ſavez pas jouir de celles que vous avez ? ſi faute de circulation, elles reſtent enfouies partout où elles ſe trouvent ? Et d'ailleurs comment attirer les richeſſes étrangères, ſi les richeſſes de votre ſol ne peuvent pas paſſer chez l'étranger ? Commercer n'eſt-ce pas échanger ? donnera-t-on, ſi vous ne rendez rien ? ou vous rendra-t-on plus que vous ne donnerez ? Vous voulez vous enrichir aux dépens des autres nations ; mais croyez-vous qu'elles commerceront longtems avec vous, ſi elles n'y trouvent pas leur avantage, comme vous y trouvez le vôtre ?

Il ſemble donc qu'il faudroit com-

mencer par encourager le commerce intérieur. Nous n'imagions pas même qu'il puiſſe y avoir d'inconvénient. Il répandroit par-tout à-peu-près la même activité, la même aiſance : les richeſſes ſeroient plus également réparties : il n'y auroit pas de ces villes opulentes dont le luxe nous éblouit : mais toutes les provinces ſeroient floriſſantes. La population augmenteroit par-tout, & l'état ſeroit d'autant plus puiſſant, qu'il ſe ſentiroit dans toutes ſes parties des forces à-peu-près égales. Il faut remarquer que le commerce intérieur bien dirigé, ſe fait pour l'avantage de toutes les provinces, de tous les cultivateurs, & ſans qu'aucune puiſſance jalouſe

y puiſſe mettre obſtacle : au lieu que le commerce étranger ne ſe fait que pour celui de quelques grandes villes, ou plutôt pour le luxe de ces villes & pour l'avantage ſeul de quelques marchands. Cependant il met pour le conſervet dans la néceſſité d'entreprendre des guerres ruineuſes. L'un doit donc fortifier tout le corps d'une monarchie, tandis que l'autre ne donne qu'une vie artificielle à quelques parties, & laiſſe toutes les autres dans un profond engourdiſſement.

Il eſt étonnant que les Européens ayent été obligés d'aller aux Indes pour s'enrichir. Eſt-ce donc pour en avoir rapporté beaucoup d'or & beaucoup d'argent, qu'ils ſont

devenus plus riches ? Non ſans doute, car plus d'or ne fait pas plus de richeſſes, puiſque le prix des denrées augmente à proportion. En effet, les anciens ont été plus riches que nous, & ils ne connoiſſoient pas les Indes.

Les peuples qui envahiront les premiers l'or de l'Amérique, ſeront d'abord les plus riches : mais lorſque cet or ſe ſera répandu dans l'Europe, ils ſeront au niveau de toutes les nations. On verra même qu'ils deviendront bientôt plus pauvres, parce qu'il n'y aura pas chez eux de commerce intérieur. Ce n'eſt donc pas dans les Indes qu'il faut aller chercher des richeſſes.

Mais les ſouverains du ſeizième

ſiècle ne connoiſſoient pas celles qu'ils avoient chez eux. Ils en iront donc chercher bien loin, & ils commenceront par où ils auroient dû finir : c'eſt-à-dire, que ne ſongeant point à favoriſer le commerce intérieur, le gênant même par une avarice mal entendue, ils ne s'occuperont que du commerce étranger.

Pour comprendre combien ils ſe ſont trompés, il ſuffit de conſidérer que deux nations ne peuvent commercer enſemble, qu'autant que l'une échange ſon ſuperflu contre le ſuperflu de l'autre. Il faut donc que tout le ſuperflu de chacune puiſſe ſe tranſporter ſans obſtacle juſqu'aux frontières, & paſſer au-

delà.

delà Or, cela n'arrive pas, ſi au lieu de faciliter les échanges dans l'intérieur, on met des barrières pour empêcher le ſuperflu de refluer d'une province dans une autre.

Avant de ſonger au commerce extérieur, il faudroit donc avoir d'abord bien établi le commerce intérieur; encore ſeroit-il peut-être à déſirer de mettre des bornes au premier, car c'eſt celui qui eſt la cauſe des grands déſordres.

Mais quelles bornes faut-il lui preſcrire? Il ne faut le protéger qu'autant qu'il contribue à mettre plus de vie dans le commerce intérieur, & qu'il y contribue pour l'avantage de toutes les provinces. Car il ſera néceſſairement la ſource

de bien des maux dans l'état, lorſqu'il ſe fera ſeulement pour le luxe de quelques villes & pour l'intérêt de quelques marchands.

Peut-être ſeroit-il encore plus à propos qu'on ne le protégeât point: car ſi le gouvernement le protège, il eſt à craindre qu'il ne le protège trop, & qu'il ne le gêne en croyant l'aider. Il ſe fera de lui-même, lorſque le commerce intérieur aura répandu l'abondance dans toutes les provinces.

Fin du vingt-unième Volume.

TABLE

Pour les vingtième & vingt-unième Tomes de l'Hiſtoire.

TOME XX.

LIVRE VIII.

CHAPITRE VII.

De la ſcholaſtique, & par occaſion, de la manière d'enſeigner les arts & les ſciences, 1

LIVRE IX.

De l'Italie, 53

CHAPITRE PREMIER.

Des principales cauſes des troubles de l'Italie, ibid.

CHAPITRE II.

Considérations générales sur ce qui fait la force ou la foiblesse d'une république, 77

CHAPITRE III.

Idée générale des républiques d'Italie, 94

CHAPITRE IV.

De Venise & de Gênes, 117

CHAPITRE V.

Des révolutions de Florence, 154

CHAPITRE VI.

Considérations sur les causes des dissentions de Florence, 197

CHAPITRE VII.

Continuation des révolutions de Florence, 214

TOME XXI.

LIVRE IX.

CHAPITRE VIII.

De l'état des arts & des sciences en Italie, depuis le dixième siècle jusqu'à la fin du quinzième, 1

LIVRE X.

CHAPITRE I.

Des principaux états de l'Europe, depuis Charles VII jusqu'à la mort de l'empereur Maximilien I, 41

CHAPITRE II.

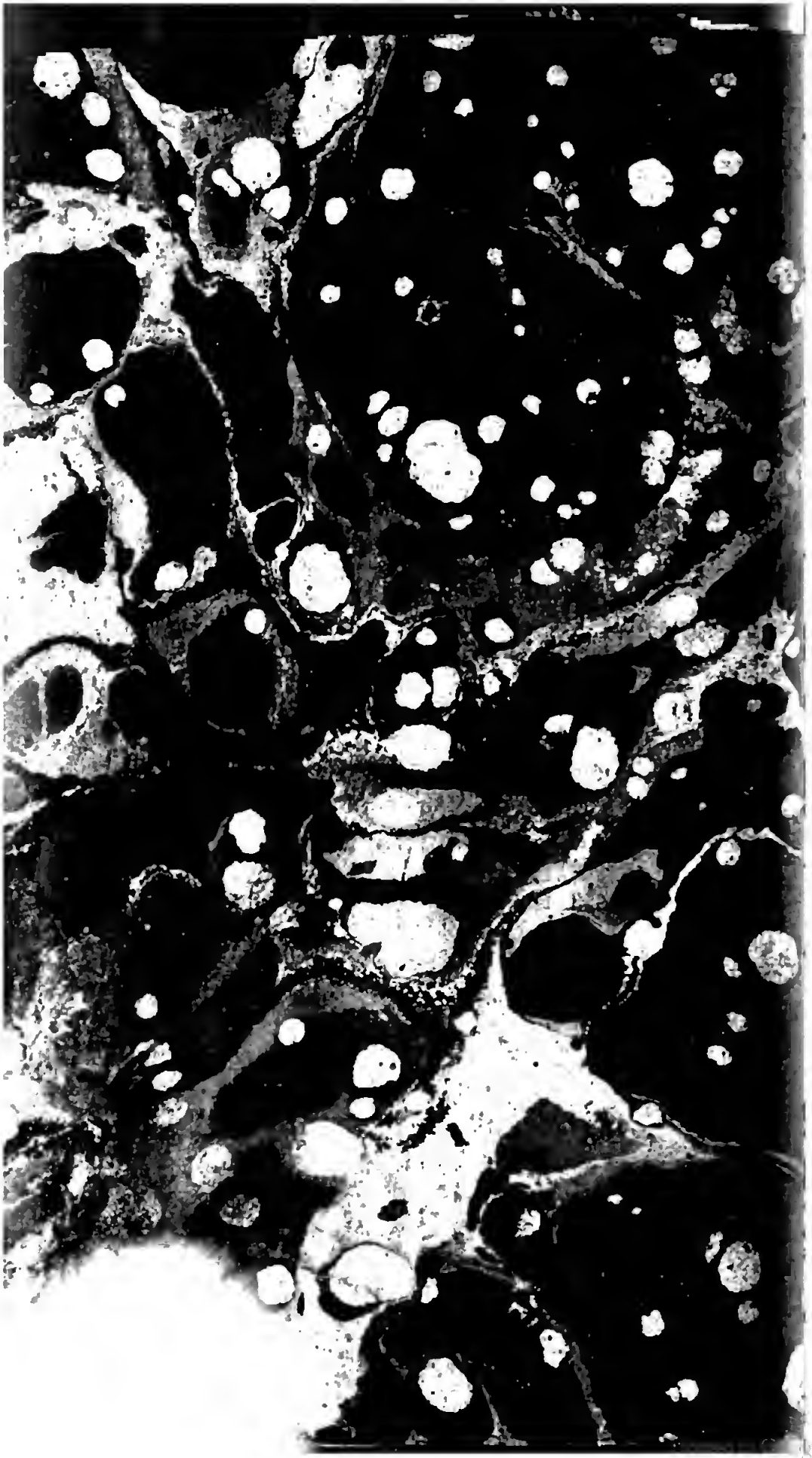
Des papes dans le quinzième siècle, & de l'origine du Luthéranisme dans le seizième, 150

CHAPITRE III.

De l'Angleterre sous Henri VII & sous Henri VIII, jusqu'à la mort de Maximilien, 183

CHAPITRE IV.

Considérations sur l'Europe au commencement du seizième siècle, & par occasion, sur les effets du commerce, 221

Fin de la Table.

599661
SBN